

Un archipel exotique métamorphosé en puissance émergente

Etendu sur plus de 1 900 000 kilomètres carrés, peuplé de 250 millions d'habitants (la quatrième population du monde après celles de la Chine, de l'Inde et des Etats-Unis), l'archipel indonésien demeure très mal connu en Europe, si l'on excepte les souvenirs exotiques de la Nouvelle-Guinée des Papous ou du Bornéo des Dayaks, et les images touristiques du sanctuaire de Borobudur ou des danses traditionnelles balinaises. La nature volcanique du pays a également de quoi fasciner tous ceux qui affectionnent les spectacles offerts par Les Rendez-Vous du diable, mais les anciennes Indes néerlandaises sont aussi riches d'une histoire et d'un héritage culturel tout à fait exceptionnels. Très tôt, cette Insulinde a vu se développer des sociétés complexes rapidement soumises, dans les îles les plus peuplées et les plus favorables à l'installation humaine, aux influences de la civilisation indienne. Gagnées à l'hindouisme puis au bouddhisme, elles entretiennent également des relations avec le monde indo-chinois, avec le Champa et le royaume khmer du Cambodge ou le Siam, sans oublier les contacts avec les commerçants persans puis arabes qui seront les principaux vecteurs de la progression, pour une fois pacifique, de l'islam dans sa version chaféite. C'est ce monde complexe que vont atteindre, au début du XVI^e siècle, les navigateurs et conquérants portugais, à l'époque où ils faisaient de l'océan Indien leur espace réservé et poussaient même, au delà de Malacca, jusqu'aux Moluques, à Macao et au Japon. Petit royaume aux ressources limitées, le Portugal ne peut, quels que soient les mérites de ses marins et de ses soldats, maintenir longtemps son empire des épices, et il est rapidement supplanté par ses rivaux hollandais et anglais sur les mers d'Asie du Sud. C'est le temps qui voit la Compagnie hollandaise des Indes orientales installer sur la région un pouvoir sans partage, avant que la Révolution française et ses répliques ne viennent transformer en colonie des Pays-Bas un archipel divisé le plus souvent entre principautés et royaumes rivaux. Véritable laboratoire de l'exploitation coloniale, les Indes néerlandaises ne peuvent survivre au grand suicide européen de 1914-1945 et c'est tout naturellement que le nationalisme indonésien, né en réaction à la domination occidentale et encouragé par le Japon, puis par les Etats-Unis, voit ses efforts et ses sacrifices finalement récompensés par l'accès à l'indépendance en 1949. Elle est largement dévoyée par les dérives autoritaires et par les incohérences du régime de Sukarno, le « père » de la nouvelle nation, mais l'effacement de ce dernier laisse la place à un régime militaire, certes modernisateur, mais autoritaire et affecté par la corruption. Les troubles qui accompagnent la fin de cette séquence politique accouchent difficilement d'une république qui demeure imparfaite, mais qui ouvre des perspectives de développement et d'insertion dans la mondialisation économique, porteuses d'espoir pour un pays s'inspirant des modèles du Japon, de la Corée du

Sud ou de la Chine. En paix avec ses voisins et soucieuse de développement, l'Indonésie du président Susilo Bambang Yudhoyono regarde l'avenir avec confiance, même si la radicalisation d'une partie de sa population musulmane, longtemps sous-estimée, constitue un défi redoutable.

Sommaire :

- Des îles équatoriales au relief tourmenté
- Les anciens royaumes à l'arrivée de l'islam
- De la conquête portugaise à la domination hollandaise
- L'archipel de la Compagnie des Indes orientales (XVIIe-XVIIIe siècle)
- Les Indes néerlandaises traversent la Révolution et l'Empire
- L'Indonésie, une expérience coloniale
- La naissance du nationalisme indonésien
- L'Indonésie dans la seconde guerre mondiale
- De la révolution à l'indépendance
- Le temps de Sukarno
- Le régime militaire de Suharto
- Un chemin incertain vers la démocratie
- 2001-2004 : une transition difficile
- L'Indonésie face aux défis du XXIe siècle

Des îles équatoriales au relief tourmenté

Le nom de l'Indonésie s'est tardivement imposé, au début du XXe siècle. Il réunit deux mots grecs évoquant, l'un le monde et les hommes de l'Inde, l'autre signifiant « l'île » (nêsos). C'est l'ethnologue anglais George Earl qui, en 1850, crée le terme d'Hindunesians pour désigner les habitants des archipels d'Asie du Sud et c'est l'un de ses étudiants, James Richardson Logan, qui utilise le nom d'Indonésie comme synonyme « d'archipel indien ». Les Hollandais parlent plutôt à l'époque « d'archipel malais » ou « d'Indes orientales néerlandaises ». Le terme d'Insulinde, aujourd'hui bien vieilli, a également eu ses partisans.

Dans ses limites nationales d'aujourd'hui, l'Indonésie compte plus de treize mille îles, réparties au nord et au sud de l'équateur. Seules six mille sont habitées et moins d'un millier le sont de façon permanente. De Sabang, au nord-ouest de Sumatra, à Merauke, à la frontière orientale de l'Irian Jaya (la partie indonésienne de la Nouvelle-Guinée), le territoire s'étend sur 5 000 kilomètres d'ouest en est et sur 2 000 kilomètres du nord au sud, et correspond à une superficie d'un peu moins de deux millions de kilomètres carrés, mais sur un espace qui s'étendrait de Lisbonne jusqu'à Téhéran. Les quatre îles les plus grandes sont Kalimantan (Bornéo, qui n'est pas exclusivement indonésienne, 540 000 kilomètres carrés), Sumatra (473 000 kilomètres carrés), Sulawesi ou Célèbes (189 000 kilomètres carrés) et Java (132 000 kilomètres carrés). La Nouvelle-Guinée occidentale (Irian Jaya), qui correspond à un autre monde, s'étend, pour sa part, sur 421 000 kilomètres carrés. Vers l'est, l'archipel des Moluques a une superficie de 74 500 kilomètres carrés² et, vers le sud, les îles de la Sonde (Lombok, Flores, Timor, Sumba...) comptent seulement pour 67 000 kilomètres carrés. Le morcellement insulaire est le résultat de violents plissements tertiaires engendrés par le contact entre la plaque indienne, la plaque eurasiatique et la plaque australienne. Le relief, jeune et violent, est marqué par le volcanisme et par la fréquence des séismes. Avec ses 4 884 mètres d'altitude, le Puncak Jaya est, en Irian Jaya, le point culminant de l'archipel indonésien, mais les reliefs sont partout très énergiques. Les volcans

de Sumatra dépassent 3 000 mètres, tout comme le mont Rantematio à Sulawesi (3 440 mètres). De petites îles telles que Bali, Lombok ou Ceram ont des sommets supérieurs à 3 000 mètres. À l'inverse, les plaines sont rares et peu étendues (côte orientale de Sumatra, septentrionale de Java, méridionale de Kalimantan). Le pays compte 400 volcans, dont 80 actifs, parmi lesquels le Tambora, le Mérapi et le Krakatoa, qui ont été à l'origine de catastrophes de grande envergure et de modifications passagères mais importantes de la météorologie planétaire. L'éruption, il y a 70 000 ans, du supervolcan Toba a été une catastrophe à l'échelle de la Terre et, plus récemment, on connaît le bilan tragique (près de 200 000 victimes pour la seule Indonésie) du tsunami survenu en décembre 2004. L'activité volcanique a cependant un effet positif en ce qu'elle contribue largement à la fertilité des sols. Les fleuves les plus longs du pays, le Mekaham et le Baritio, se trouvent à Kalimantan où la disposition du relief fait qu'ils bénéficient des eaux fournies par de vastes bassins d'alimentation.

Sa situation en latitude, son relief, son caractère insulaire et sa position intermédiaire entre l'Asie et l'Australie déterminent les caractéristiques climatiques de l'Indonésie. Le climat équatorial domine, avec son amplitude thermique très faible (les moyennes de température mensuelle sont autour de 25 et 26 degrés° toute l'année) et ses pluies abondantes et régulières sur la majeure partie des territoires (3 à 4 mètres de précipitations annuelles dans la plupart des stations, avec un maximum de 6 mètres dans les montagnes centrales de Java). La répartition des pluies introduit toutefois localement un élément de variété car l'archipel subit l'influence des moussons. Le climat en général humide (certaines régions relèvent davantage d'un climat tropical humide proche de l'équateur, que du climat proprement équatorial, ce qui explique l'existence, toute relative, de « saisons sèches ») a donné naissance à une végétation de forêt dense et, quand celle-ci est défrichée, à une vie végétative qui permet aux agriculteurs de réaliser plusieurs récoltes annuelles. La forêt a certainement recouvert jadis l'ensemble de l'archipel, au moins jusqu'au détroit de Macassar à l'est. Elle occupe encore la majeure partie de l'espace à Sumatra, à Kalimantan et en Irian Jaya, mais plus que le quart de celui-ci à Java où la densité de peuplement a entraîné des défrichements massifs. Le déboisement excessif, notamment en Irian Jaya, engendre aujourd'hui des problèmes environnementaux propres à toutes les grandes forêts équatoriales et tropicales du globe.

Même si l'Indonésie entend être, selon sa devise officielle « diverse et unie à la fois », c'est la variété qui caractérise ses populations. Certaines ethnies, aborigènes puis protomalaises, sont longtemps demeurées isolées et primitives (Dayaks de Borméo-Kalmantan, Bataks de Sumatra, Torajas du centre de Sulawesi, Papous de l'Irian Jaya) et coexistent avec des populations qui ont été précocement marquées par l'influence de la civilisation indienne et ont pratiqué de bonne heure la riziculture (à Java et à Bali notamment). Cette diversité des ethnies, des sociétés et des cultures peut apparaître comme un atout, mais peut aussi favoriser d'éventuelles forces centrifuges qu'entend bien maîtriser le pouvoir de Jakarta. Cependant, la pratique d'une langue commune – distincte du javanais qui est celle de la majeure partie de la population – et les réponses récemment apportées aux revendications des minorités (à Aceh et aux Moluques notamment) tendent à atténuer les tensions qui se sont manifestées naguère.

Les anciens royaumes à l'arrivée de l'islam

Longtemps négligée par les orientalistes qui se tournaient prioritairement vers les mondes anciens de l'Inde, de l'Indochine et de la Chine, l'histoire de l'archipel indonésien est progressivement sortie de l'ombre et elle est aujourd'hui reconstituée dans ses grandes étapes. Cet espace insulaire

de l'Asie méridionale a connu en effet des civilisations brillantes au cours de la quinzaine de siècles qui ont précédé l'arrivée des Portugais. Colonisé par les populations de type malais qui ont progressivement refoulé les ethnies installées plus anciennement, l'archipel a vu se développer les diverses phases de l'évolution préhistorique qui a conduit des populations de chasseurs-cueilleurs à l'expansion de la riziculture et à l'apparition de sociétés sédentaires. Entre-temps, ce carrefour géographique a sans doute été, à la faveur des glaciations et de la baisse du niveau des mers qui les accompagnait, un « pont » entre l'Asie du Sud et l'Australie, même si les étapes de ces migrations anciennes demeurent difficiles à reconstituer. Quand le monde « indonésien » entre dans l'Histoire, c'est à travers l'influence qu'exerce sur lui la civilisation indienne qui se répand durant les siècles précédant immédiatement l'ère chrétienne. L'hindouisme s'impose et, avec lui, les fondamentaux de la culture indienne tels qu'ils s'expriment dans les grands cycles épiques du Ramayana et du Mahabharata, mais il est bientôt supplanté par le bouddhisme. Parallèlement, des ensembles politiques d'envergure se constituent, parmi lesquels se dégagent successivement, durant la période correspondant à notre Moyen Age, les empires de Srivijaya et de Modjopahit. Mais les thalassocraties ainsi établies en Insulinde sont bientôt soumises à l'influence de l'islam persan ou arabe. C'est à travers les contacts commerciaux et la conversion progressive des princes locaux que l'islam va étendre tardivement en Asie du Sud-Est (jusqu'aux Philippines) son espace géographique. C'est peu de temps après que les caravelles portugaises vont aborder à Malacca et aux Moluques, ouvrant une ère nouvelle dans l'histoire de la région.

Au Pléistocène : le *Pithecanthropus Erectus*, dont les restes fossiles ont été découverts en 1891 à Trinil sur l'île de Java, fut vraisemblablement le premier habitant de l'Indonésie.

Vers 100 après J.-C. : Le royaume de Dvipantara (Jawa Dwipa) s'étendant sur Java et Sumatra est mentionné dans des récits indiens. Introduction à Java d'un système d'écriture issu de l'Inde du Sud. Des rois hindous règnent dans les environs de Kutai (Kalimantan, partie indonésienne de Bornéo).

Autour de 400 : La première civilisation de Java et de Sumatra est pétrie d'influences indiennes. C'est à cette époque que sont introduits le poivre et le teck dans l'archipel.

Autour de 425 : Le bouddhisme atteint Sumatra. Des commerçants perses et arabes connaissent dès cette époque l'archipel.

Autour de 500 : Débuts du royaume de Srivijaya, dans la région de Palembang à Sumatra.

Autour de 600 : Le royaume Melayu se développe dans la région de Jambi à Sumatra. Des archives chinoises de cette période mentionnent ces royaumes et trois autres sur l'île de Java. Vers 670, le voyageur chinois I Ching visite Palembang, la capitale de Srivijaya. C'est à cette époque que se développe le premier royaume de Sunda.

686 : Le royaume de Srivijaya s'empare du royaume de Melayu et s'en prend aussi aux royaumes de Java.

Vers 700 : Srivijaya se lance dans la conquête de Kedah, sur la péninsule malaise.

Vers 770 : Le roi Sailendra entreprend la construction de Borobudur, achevée vers 825 sous le règne de son successeur Samaratunga.

835 : Samaratunga s'éteint. Son jeune fils Balaputra voit son trône pris par le père du mari de sa sœur, Patapan de Sanjaya, lequel remplace sur Java le bouddhisme par l'hindouisme.

846 : Un représentant du calife al-Mutawakkil de Bagdad visite l'île de Tidore, dans l'archipel des Moluques.

Vers 850 : Le Ramayana est traduit dès cette époque dans un vieil idiome javanais.

898 : Le roi Balitung, héritier de la lignée des princes Sanjaya, apparue en 732, impose son pouvoir sur le centre de Java, autour de Mataram.

910 : Le roi Daksa succède à Balitung et commence l'édification des plus importants temples hindous à Prambanan.

929 : Le roi Sanjaya Mpu Sindok prend le pouvoir et déplace sa cour de Mataram vers l'est de Java (près de Jombang) après une violente éruption du volcan Mérapi.

985 : Dharmavamsa devient roi de Mataram. Il conquiert Bali et établit un comptoir à l'ouest de Kalimantan (Bornéo). Il ordonne la traduction du Mahabharata en javanais.

990 : Dharmavamsa envoie, sans succès, une armée outre-mer pour attaquer le royaume de Srivijaya et prendre Palembang.

992 : Le roi de Srivijaya envoie un ambassadeur en Chine pour demander une protection face aux Javanais.

1006 : Srivijaya attaque et détruit la capitale de Mataram. Dharmavamsa est tué. Airlangga, qui n'a alors que 15 ans, échappe à la destruction. S'en suivent plusieurs années de chaos à l'est de Java.

Bali retrouve son indépendance.

Kubilaï Khan met en place l'invasion de Java par une flotte d'un millier de navires, mais celle-ci est en partie dispersée par un typhon, et Majapahit apparaît, avec l'Égypte des Mamelouks et le Japon, comme l'un des rares pays de l'époque à avoir survécu à une invasion mongole, car Wijaya, devenu roi, repousse en 1293 les envahisseurs.

1297 : Pasai (sur Sumatra) se convertit à l'islam. Le sultan Malek Saleh est le premier potentat musulman de ce qui deviendra l'Indonésie.

1328 : Odoric de Pordenone, un moine franciscain italien visite Java, Sumatra et Kalimantan.

1330 : Gajah Madah devient Patih (Premier ministre) de Majapahit et régent du royaume. Une des seules régions à ne pas avoir été conquises par Majapahit fut la zone sundanaise à l'ouest de Java, le royaume de Pajajaran. Il paya occasionnellement un tribut au royaume de Majapahit, mais reste connu pour avoir conservé une certaine indépendance.

1343 : Gajah Madah bat le roi de Bali et annexe ainsi l'île au royaume de Majapahit.

Sous son autorité, ce dernier contrôle un ensemble de territoires sur lequel il collecte des tributs et qui correspond à l'Indonésie d'aujourd'hui.

1345 : Le voyageur et écrivain musulman Ibn Battuta se rend à Pasai (Sumatra). Il rapporte que les musulmans qu'il rencontre suivent le rite shaféite, le rite de la plupart des Indonésiens aujourd'hui.

1350 : Majapahit s'empare des royaumes islamiques de Pasai et d'Aru, plus tard de Deli, au nord de Sumatra.

1351 : Le royaume de Pajajaran devient une dépendance de Majapahit pour de nombreuses années.

1364 : Mort de Gajah Madah.

1377 : Le royaume de Majapahit s'empare de Palembang, dernier témoin de l'ancienne puissance du Srivijaya.

1389 : La mort du roi Hayam Wuruk ouvre, jusqu'en 1406, une lutte de succession difficile et voit le début du déclin du Majapahit.

1400 : Aceh se converti à l'islam.

1405 : L'amiral chinois Cheng Ho se rend à Semarang (côte nord de Java), puis à Malacca en 1409.

1414 : Parameswara – un prince originaire de Palembang qui a fondé Malacca – se convertit à l'islam et prend le nom d'Iskandar Syah, après un mariage avec la fille du sultan de Pasai. Malacca devient alors un sultanat.

Les conversions à l'islam se multiplient quand les souverains locaux adoptent la nouvelle religion. Aceh et Malacca sont parmi les premiers territoires à devenir musulmans. La grande partie de Java ne devient musulmane qu'au début du XVI^e siècle. Une première mosquée est construite sur l'île d'Amboine, dans les Moluques.

A la différence de ce qui s'est passé dans la plupart des régions gagnées à l'islam, ce n'est pas la conquête militaire, mais la présence commerciale et la conversion des détenteurs du pouvoir qui ont ici joué le rôle le plus important.

1419 : Iskandar Syah de Malacca se rend en Chine pour demander de l'aide face à la menace siamoise.

1445 : A Malacca, la révolte hindoue déclenchée contre l'islam est brisée.

1447 : Kertawijaya devient roi de Majapahit et se convertit à l'islam sur les conseils de sa femme, Darawati, une princesse de Champa (centre du Vietnam actuel). Son neveu, Sunan Ampel, s'efforce de répandre l'islam autour de Surabaya. Ampel est ainsi le premier des « neuf saints » (Walisongo), ou prédicateurs qui ont participé à l'islamisation à Java au cours du XV^e siècle.

1456 : Bhre Wengker devient roi de Majapahit. C'est à cette époque que Palembang se converti à l'islam.

1475 : Ternate et Tidore (îles des Moluques) se convertissent à l'islam.

1478 : La région de Daha se révolte, et le royaume de Majapahit sombre dans le chaos. La cour de Majapahit se déplace vers Kediri.

Le sultan Mahmud de Malacca est considéré comme un monarque faible. Ses dernières années sur le trône voient d'incessants conflits avec le Siam. Jusqu'au moment où intervient en 1511 la

conquête portugaise.

De la conquête portugaise à la domination hollandaise

L'ouverture du monde réalisée depuis la fin du XVe siècle à partir de l'Europe atlantique, allait fatalement bouleverser l'histoire des mondes lointains d'Amérique et d'Asie. Après avoir réalisé la circumnavigation de l'Afrique et traversé l'océan Indien pour ouvrir une nouvelle route maritime des Indes, les Portugais installés à Goa vont tout naturellement pousser vers l'est en direction de l'Insulinde. Dès 1511, ils s'emparent de Malacca et sont bientôt présents dans l'archipel indonésien avant de pousser jusqu'à Macao, au sud de la Chine. Ils vont tirer grand profit du commerce des épices récoltées dans la région et vont réussir, pendant près d'un siècle, à faire de l'océan Indien un lac portugais. Mais les ressources limitées du royaume lusitanien, son annexion par l'Espagne (1580-1640) et la guerre avec la Hollande rebelle, dans laquelle les Portugais se trouvent entraînés, vont faire qu'ils seront progressivement supplantés par leurs concurrents et ennemis bataves dans cette partie du monde.

1509 : Attirés par les épices produites dans cette région (clou de girofle, muscade, poivre...), les Portugais arrivent à Malacca avec l'intention de prendre le contrôle de leur commerce.

1511 : Partie de Goa en avril, l'expédition d'Albuquerque s'empare de Malacca le 10 août, mais les navires portugais affrontent une tempête et perdent une partie de leur butin en revenant vers Goa. En décembre, Albuquerque fait partir de Malacca trois navires qui, sous le commandement d'António de Abreu, doivent explorer les contrées plus à l'est.

1512 : L'expédition d'António de Abreu reconnaît Madura (Est de Java), Bali, Lombok, Aru et les îles Banda (Moluques du Sud). Deux des navires font naufrage aux îles Banda.

Abreu revient vers Malacca, mais Francisco Serrão poursuit sa route vers Amboine, Ternate et Tidore.

1513 : En mars, les Portugais envoient un émissaire auprès du roi de Pajajaran qui leur permet de construire un fort à Sunda Kelapa (aujourd'hui Jakarta).

1515 : Premier voyage portugais sur l'île de Timor. Le Portugais Tomé Pires, publie la Suma Oriental que trata do Mar Roxo até aos Chins (Court traité oriental, de la mer Rouge jusqu'aux Chinois), ouvrage qui décrit l'état politique des territoires asiatiques et sera une aide précieuse à la décision car il servira de guide aux capitaines envoyés par Lisbonne.

1521 : Les Portugais prennent Pasai sur l'île de Sumatra.

1522 : En février, l'expédition portugaise menée par Antonio da Brito arrive sur l'île de Banda, atteint Ternate en mai et y construit un fort. Un autre fort est établi à Hitu, sur l'île d'Amboine.

1526 : Les Portugais construisent un premier fort sur l'île de Timor.

1527 : Les sultans de Demak se proclament héritiers du royaume de Majapahit.

1529 : Suite au traité de Saragosse conclu entre les rois d'Espagne et du Portugal, les Moluques sont dévolues au Portugal et les Philippines à l'Espagne. Le Sacre et La Pensée, deux navires français des frères Parmentier, abordent Sumatra.

1530 : Surabaya se soumet à Demak qui s'empare de Balambangan, le dernier Etat hindou à l'est de Java.

1546 : Saint François Xavier voyage jusqu'à Morotai, Amboine et Ternate (Moluques).

A cette époque, les missionnaires Portugais commencent à étendre la religion catholique dans l'archipel, surtout à l'est.

1550 : Les Portugais entament la construction de forts sur Flores.

1552 : Aceh envoie une ambassade auprès du sultan ottoman à Istanbul.

1559 : Les missionnaires portugais posent pied sur Timor.

1560 : Les Portugais établissent une mission ainsi qu'un poste commercial à Panarukan (à la pointe est de Java).

1568 : Aceh attaque sans succès les Portugais à Malacca.

1570 : Le sultan Khairun de Ternate signe un traité d'amitié avec les Portugais, mais il est retrouvé empoisonné le jour suivant.

1575 : Le sultan Babullah chasse les Portugais de Ternate. Ces derniers construisent alors un fort, en face, sur l'île voisine de Tidore.

1579 : La principauté musulmane de Banten s'empare des derniers territoires de Pajajaran et y impose l'islam.

En novembre, Sir Francis Drake arrive à Ternate où il est bien reçu par le sultan Babullah. Les habitants du royaume de Pajajaran qui ne se sont pas convertis à l'islam s'établissent dans les montagnes ; ce groupe deviendra les Badui (à l'ouest de Java).

1580 : Le Portugal passe sous la couronne espagnole, ce qui compromet l'entreprise coloniale portugaise. Sur sa route de retour vers l'Angleterre, Francis Drake visite Célèbes et Java.

Les navires hollandais commencent leurs voyages en direction des Indes orientales.

1587 : Les Portugais signent une trêve avec le sultan d'Aceh.

Sir Thomas Cavendish visite Java.

1593 : Ternate assiège les Portugais d'Amboine.

1594 : Un nouveau type de bâtiment pouvant emporter beaucoup de vivres et une grosse cargaison est construit aux Pays-Bas, alors que se constituent les premières petites compagnies hollandaises, appelées « Compagnies des régions lointaines ».

1595 : Le 2 avril, une expédition hollandaise, placée sous la direction de Cornelis de Houtman, part en direction des Indes. Elle atteint Sumatra le 5 juin 1596, puis Banten le 23 juin. Les contacts avec les indigènes se révèlent difficiles.

1597 : Les derniers membres de l'expédition de De Houtman (89 sur les 248 du départ) retournent en Hollande non sans emporter avec eux des épices. A leur retour, de nombreuses autres petites compagnies hollandaises se forment.

1598 : Vingt-deux navires hollandais, répartis en cinq expéditions, font voile vers les Indes.

La seconde expédition de De Houtman ne s'avère pas rentable, mais les entrepreneurs hollandais perçoivent néanmoins l'important potentiel que recèle le commerce des épices.

1599 : L'expédition hollandaise conduite par Van Neck atteint les Moluques. C'est le début d'un commerce fructueux avec les îles de Banda, Amboine et Ternate.

En juin, De Houtman est tué lors d'un accrochage avec le sultan d'Aceh.

1600 : En septembre, à Amboine, l'amiral hollandais Van den Haghen signe un traité d'alliance avec la principauté de Hitu contre les Portugais établis sur l'île.

Etablissement de la Compagnie anglaise des Indes orientales (East India Company) par la reine Elisabeth Ière, le 31 décembre.

1601 : Les Portugais envoient depuis Goa une flotte de trente navires, dans le but d'évincer les Hollandais des Indes orientales, mais les 25 et 27 décembre, elle est battue par cinq navires hollandais dans le port de Banten.

1602 : Le 20 mars, plusieurs sociétés hollandaises se réunissent pour former la Vereenigde Oost-Indische Compagnie (VOC), la compagnie des Indes orientales, dirigée par le conseil des Dix-Sept (les fameux « Heeren XVII ») représentant les différentes régions des Provinces unies. Les Etats-Généraux donnent le pouvoir à la VOC de lever des armées, construire des forts, de négocier des traités et de faire la guerre en Asie. La VOC commence par envoyer de grands navires bien armés aux Indes orientales (trente-huit les trois premières années). Sir James Lancaster dirige de son côté une expédition britannique de la compagnie des Indes orientales ; il atteint Aceh (Sumatra) et établit un poste commercial à Banten.

La VOC avait quasiment tous les pouvoirs d'un Etat souverain en grande partie du fait de la distance et de l'état des communications entre les Provinces unies et l'Asie qui faisaient qu'elle ne pouvait pas être dirigée directement depuis les Provinces unies.

1603 : Un poste commercial de la VOC est établi à Banten.

1604 : L'expédition britannique de la East India Company, sous la direction de Sir Henry Middleton visite Ternate, Tidore, Amboine, et Banda.

1605 : A Amboine, c'est la reddition des Portugais devant les navires de la VOC.

1606 : La VOC lance une attaque infructueuse contre les Portugais à Malacca.

1607 : En mai, le sultan de Ternate fait appel à la VOC pour le protéger contre les Espagnols.

Goa se lance dans trois ans de guerre contre le royaume voisin de Bone.

1609 : La forteresse portugaise de Bacan tombe aux mains de la VOC.

1610 : Le poste de gouverneur général est créé pour la VOC en Asie, par le Raad van Indie (le Conseil d'administration des Indes).

1611 : Les Britanniques commencent à établir de nombreux postes aux Indes orientales dont Makassar, Aceh et Jambi.

1613 : La VOC installe un poste à Timor.

1614 : Fondation de la ville de Bandung.

1615 : Création de la première église réformée hollandaise à Amboine. La VOC, avant tout établissement commercial, sans grand intérêt pour l'évangélisation, interdisait le catholicisme dans les territoires sous son contrôle.

1618 : Jan Pieterzoon Coen devient gouverneur général de la VOC. Les rapports se font souvent conflictuels avec les royaumes indigènes.

1619 : Le 12 mars, les Hollandais nomment Batavia le poste de Jayakarta (l'actuelle Jakarta). Le 28 mai, Coen arrive à Jayakarta et incendie la ville ancienne, laissant debout uniquement le poste hollandais qui va devenir le quartier général de la VOC. En août, la VOC commence la construction de la nouvelle ville de Batavia.

1620 : La VOC, sous le commandement de Coen, extermine une grande partie de la population de Banda afin de prévenir toute « contrebande ».

1621 : Les Britanniques établissent un poste commercial à Amboine (Moluques) où leurs agents sont arrêtés et exécutés par les Hollandais de la VOC pour « complot » en 1623.

1623 : L'expédition de Carstenz au profit de la VOC explore la côte sud de la Papouasie occidentale.

Coen retourne en Hollande. Carpentier devient le nouveau gouverneur général de la VOC.

La VOC revendique formellement les îles Aru (dans la mer d'Arafura, entre la Papouasie et Timor).

1625 : Premières expéditions « Hongi » aux Moluques. Ces expéditions consistaient en des attaques brutales et meurtrières, habituellement menées par des alliés indigènes de la VOC, contre quiconque faisait pousser des clous de girofles sans l'autorisation de la compagnie.

A cette période, la VOC était probablement la plus grande entreprise commerciale du monde, avec des dizaines de milliers d'employés. Les territoires qu'elle contrôlait ne se limitaient pas seulement à ceux de l'Indonésie actuelle ; en effet, au milieu du XVII^e siècle, ils comprenaient également le Sri Lanka (Ceylan), Taiwan, la zone du Cap (Afrique australe). La VOC possédait aussi des manufactures, des dépôts et des bureaux au Siam (Thaïlande), au Japon, en Perse, au Yémen ainsi qu'à Canton (Chine).

1636 : Van Diemen devient gouverneur général de la VOC qui interdit toute correspondance privée (cette interdiction durera jusqu'en 1701). En pleine période mercantiliste, tout commerce opéré en dehors de la VOC est considéré comme de la contrebande et réprimé comme telle.

1640 : Le Portugal reprend son indépendance vis-à-vis de la couronne espagnole.

1641 : Le 14 janvier, la VOC s'empare de Malacca, aux mains des Portugais, avec l'aide du sultan de Johor. Avec la prise de Malacca par la VOC, c'est le signe de la fin de la présence significative des Portugais dans la région. Avec la quasi éviction des Britanniques et des Portugais, et avec Batavia et Amboine à l'abri relatif des puissances voisines, la VOC est en position de force.

1642 : En revenant de la Nouvelle-Zélande, Tasman explore les côtes de la Papouasie occidentale pour le compte de la VOC. Les « statuts de Batavia », inspirés du droit romain, sont promulgués et font office de code législatif sur l'ensemble des territoires sous contrôle de la VOC. Ce code est l'œuvre d'un expert en droit d'Amsterdam, Joan Maetsuyker, envoyé pour ce faire par la compagnie aux Indes orientales.

1646 : Le sultan Agung de Mataram meurt et Susuhunan Amangkurat Ier lui succède. Mataram contrôle quasiment l'île de Java, excepté Banten et Batavia. Au début du règne d'Amangkurat Ier, ses relations avec la VOC sont bonnes. Le 24 septembre est signé un traité entre la VOC et Mataram ; parmi les clauses du traité, une promesse d'aide mutuelle face à d'éventuels ennemis et l'extradition de débiteurs en fuite. Les navires de Mataram peuvent commercer dans tous les ports de la VOC excepté Amboine, Ternate ou Banda (territoires des Moluques) ; dans le cas où les navires feraient route vers Malacca, une autorisation est requise auprès de Batavia.

1652 : La VOC amène le sultan Mandarsyah de Ternate à Batavia et lui fait signer un accord stipulant l'interdiction de faire pousser du clou de girofle.

1659 : Les soldats de la VOC détruisent Palembang.

1663 : Banten commence à commercer directement avec Manille (Philippines).

Le 6 juillet, c'est le traité de Painan ; les côtes du pays Minangkabau (dont Padang) deviennent un protectorat de la VOC, la protégeant des incursions en provenance d'Aceh.

Vers la fin de la décennie 1660 : Banten commerçait directement avec la Chine, le Japon, le Siam, l'Inde et l'Arabie ; ses navires entraient donc en compétition avec les Britanniques, les Français, les Hollandais de la VOC. Le sultan Agung de Banten était un farouche opposant du monopole institué par la VOC et souhaitait entrer en relations commerciales avec qui il souhaitait.

1664 : Création en France de la Compagnie royale des Indes orientales.

1667 : L'expédition de la VOC sous le commandement de Speelman force le sultan de Tidore à se soumettre à la VOC. Les Britanniques abandonnent toute revendication sur les îles Banda en échange de l'île de Manhattan (Aujourd'hui New-York).

1669 : Les commerçants de la VOC à Banjarmasin (Sud de Bornéo) sont massacrés.

L'archipel de la Compagnie des Indes orientales (XVIIe-XVIIIe siècle)

La fin du XVIIe siècle et le XVIIIe voient la Compagnie hollandaise des Indes Orientales – la VOC – exercer une domination à peu près totale sur la région, dont les produits exportés – les épices pour l'essentiel – font alors la fortune d'Amsterdam et des Provinces unies des Pays-Bas. A des milliers de kilomètres de la métropole néerlandaise, les dirigeants de la Compagnie ont les mains tout à fait libres pour gouverner leur immense domaine comme ils l'entendent. S'imposant par la force aux princes locaux ou entretenant avec eux de profitables alliances, ils imposent aux indigènes des cultures forcées à vocation spéculative et envoient leurs capitaines vers les côtes d'Australie ou de Nouvelle Guinée. Après avoir mis hors-jeu les Portugais – réduits à ne conserver qu'une partie de l'île de Timor –, ils sont en mesure de dissuader toute concurrence. Tout va cependant changer avec les événements révolutionnaires qui affectent l'Europe, notamment les Pays-Bas en 1795 et l'intention des Anglais de profiter de cette situation.

1670 : La VOC établit un avant-poste à Bengkalis (une des îles au sud du détroit de Malacca) et un autre à Perak (à l'entrée du détroit, en Malaisie actuelle), dans le but de contrôler le commerce de l'étain.

1672 : Eruption du volcan Merapi au centre de Java.

La VOC reconnaît Arung Palakka comme roi de Bone.

La France de Louis XIV envahit les Pays-Bas, mais ce qui se passe en Europe affecte très peu les activités de la VOC.

1676 : La VOC envoie l'amiral Speelman combattre les rebelles musulmans au nord de Java et à Madura.

1677 : La VOC conclut un traité le 25 février avec le souverain de Mataram Amangkurat Ier, par lequel la VOC aidera Mataram ; les territoires de la VOC autour de Batavia seront étendus vers l'est ; la Compagnie est en droit de construire, où elle le souhaitera, des manufactures ou des dépôts et pourra importer et exporter sans aucune restriction. Mataram fera en sorte de limiter l'installation de Malais, d'Arabes ainsi que de tout autre étranger sur son territoire et dédommagera la VOC pour le travail accompli par la Compagnie contre la rébellion. Speelman se voit octroyer, par ailleurs, le droit d'établir des traités au nom d'Amangkurat Ier.

Amangkurat Ier meurt en juillet. Amangkurat II fait appel à la VOC contre les rebelles.

La VOC occupe les îles Sangir (ou Sangihe, entre Célèbes et Mindanao).

Durant cette période, les dirigeants de Mataram empruntent de l'argent à la VOC, mais aucune des parties n'en tire vraiment bénéfice. Si les dirigeants de Mataram y perdent leur pouvoir et leur souveraineté, la VOC, pour sa part, ne verra jamais sa dette totalement payée.

1684 : Le 17 avril, la VOC renouvelle le traité de 1659 établi avec Banten ; les clauses additionnelles affirment le monopole de la VOC dans le commerce du poivre. Le 28 avril, la VOC annule la dette du sultan de Banten, à la seule condition que les précédents traités entre la VOC et Banten seront respectés.

1686 : Le 15 février, la VOC obtient un monopole total sur le poivre à Banten.

Amangkurat II envoie des lettres, sous le sceau du secret, à Johore, Minangkabau, à la East India Company britannique et même au Siam pour tenter de trouver de l'aide contre la VOC.

1690 : Introduction du thé à Java.

1699 : La VOC introduit la culture du café à Java.

1702 : Antonio Coelho Guerreiro prend ses fonctions de premier gouverneur en titre du Timor portugais. Durant le XVIIIe siècle, les avant-postes portugais sur Timor se limitent à la côte nord.

1705 : Le 5 octobre, le prince de Mataram signe un accord avec la VOC : sa dette auprès de la compagnie est effacée ; la partie orientale de l'île de Madura passe sous contrôle de la VOC et Semarang devient officiellement une ville sous contrôle de la VOC ; Cirebon devient, pour sa part, un protectorat de la compagnie ; la VOC obtient des droits commerciaux étendus ; les navigateurs javanais doivent se cantonner à leurs zones maritimes immédiates ; Mataram doit fournir du riz sur demande à la VOC et ce, à un prix fixé par la compagnie. De plus, les deux parties s'entendent sur le fait qu'aucune autre nation européenne n'aura le droit de construire des

bâtiments, des fortifications où que ce soit sur Java.

1708 : Les armées de la VOC débarquent à Surabaya pour combattre Amangkurat III, qui se rend le 17 juillet, après avoir reçu une fausse promesse de la VOC (des terres et la liberté s'il se rendait). Il est en fait arrêté et exilé à Ceylan.

1710 : La VOC ouvre des mines d'étain à Bangka.

1714 : Le sultan de Tidore se défait de ses ambitions sur la Papouasie occidentale au profit de la VOC. A partir de ce moment (surtout après le traité d'Utrecht de 1713, lequel met fin à treize années de guerre entre les puissances européennes et leurs colonies), les Hollandais et la VOC perdent peu à peu de leur influence et les Britanniques deviennent la puissance coloniale et navale majeure.

1718 : Le nouveau gouverneur général de la compagnie est Hendrick Zwaardecroon, arrivé dans les Indes orientales en 1684 comme secrétaire du commissaire général de la VOC.

1722 : La VOC se voit octroyer le monopole de l'étain à Bangka et Belitung par le sultan de Palembang.

1723 : La VOC commence une production intensive de café à Priangan. Pendant près d'un siècle, le café de Java dominera le marché mondial.

1729 : Le roi de Roti (Timor) devient chrétien.

1735 : Création des archives officielles de la VOC à Batavia.

1740 : La VOC débute sa campagne visant à déporter vers Ceylan et l'Afrique australe, les « Chinois superflus ». Des rumeurs se répandent disant qu'une fois à bord et en haute mer, les Chinois seraient éliminés. Certains Chinois commencent alors à s'armer afin de se défendre. Des émeutes antichinoises éclatent à Batavia face à cette menace. Au moins dix mille Chinois sont tués et les quartiers chinois de la ville sont brûlés.

1742 : La VOC inflige une défaite aux derniers résistants chinois. Une amnistie générale est décrétée.

1745 : Le gouverneur général van Imhoff fonde la ville de Buitenzorg (l'actuelle Bogor).

1751 : Les forces de la VOC réduisent la rébellion de Banten ; autour de Batavia, une guérilla se poursuit contre les plantations de la compagnie.

1756 : La VOC signe des traités avec les chefs coutumiers des îles de Savu et de Sumba (petites îles de la Sonde) et avec des chefs locaux de Timor.

1769 : Une expédition française dérobe des clous de girofle et de la noix de muscade à Amboine, brisant ainsi le monopole de la VOC. Les Portugais construisent un poste à Dili (Timor oriental).

1770 : Le capitaine britannique James Cook fait relâche à Batavia.

1778 : Création du Bataviaasch Genootschap van Kunsten en Wetenschappen (Société batave des Arts et des Sciences) ; ses collections seront à la base du futur Musée national et de la Bibliothèque nationale indonésienne.

1780 : Guerre entre les Pays-Bas et la couronne britannique.

1784 : Le traité de Paris posant le principe de la liberté des mers modifie la donne monopolistique hollandaise ; il faut composer non seulement avec les Britanniques et les autres nations européennes, mais aussi avec un nouveau venu : les États-Unis d'Amérique. Les Indes orientales sont ouvertes au libre commerce.

1786 : Les Britanniques fondent Penang sur l'île du même nom (côte nord-ouest de la Malaisie). Le sultan de Banjar de Bornéo cède ses droits et souveraineté à la VOC.

Construction d'une route reliant Batavia à Bandung.

1795 : En janvier, des révolutionnaires néerlandais appuyés par les troupes françaises proclament aux Pays-Bas la République batave. Le stadhouder des Pays-Bas s'enfuit à Londres. Le nouvel État se retrouve en guerre avec le Royaume-Uni.

Le 7 février, le prince d'Orange, stadhouder de Hollande en exil, envoie une lettre à tous les gouverneurs coloniaux leur demandant de se rendre aux Britanniques ; la VOC de Batavia déroge à cet ordre, mais, en août, la VOC abandonne Malacca au profit de la East India Company britannique. Réalisation d'un premier recensement à Java.

1796 : Le 1er mars, le conseil des Dix-Sept (Heeren XVII) transfère l'administration de la VOC

au comité pour les affaires des Indes orientales. Les Britanniques occupent Padang (Java) et Amboine (Moluques).

1797 : Création à Amsterdam de la Société missionnaire hollandaise (Nederlands Zendelinggenootschap) pour « promouvoir le développement du christianisme parmi les païens ». C'est le début d'une activité intense menée par les missionnaires protestants aux Indes orientales, pas seulement à Java et Sumatra, mais également dans les endroits encore peu explorés, jusqu'en Papouasie occidentale.

1798 : Le gouvernement hollandais révolutionnaire met fin à la charte de la VOC et prend à son compte dettes et actifs de la compagnie. La VOC perdait beaucoup d'argent dans ses intrigues politico-commerciales et dans le recours à la corruption, à tel point qu'à la fin du XVIIIe siècle, la compagnie était en faillite totale (elle cessa d'exister officiellement au 1er janvier 1800).

1799 : Le 27 avril, le comité pour les affaires des Indes orientales envoie une lettre d'instruction à Batavia, précisant que les idées révolutionnaires de la République (liberté et égalité) ne peuvent pas être appliquées aux Indes. Des officiers hollandais assiégés à Ternate se rendent aux Britanniques. En cette année 1799, les Britanniques avaient pris à leur compte l'ensemble des possessions et des protectorats de la VOC dans la région, à l'exception de Java, de Banjarmasin, de Palembang, du Timor occidental et de Makassar. La plupart de ces territoires reviennent dans le giron hollandais en 1802 pour être repris toutefois quelques années plus tard par les Britanniques.

Les Indes néerlandaises traversent la Révolution et l'Empire

La transformation des Provinces unies en une République batave proclamée, contre son gré, « République-sœur » de son homologue française, entraîne d'importants bouleversements pour les Indes néerlandaises. La Compagnie hollandaise des Indes orientales est dissoute et c'est le nouveau pouvoir établi à La Haye qui prend en compte les destinées de l'immense espace colonial bâti à l'autre bout du monde. Le traité d'Amiens de 1802 ne rétablit qu'une paix éphémère et les Indes néerlandaises vont très vite se trouver sous la menace britannique. Placé à la tête de la colonie, Hermann Daëndels, un officier hollandais attaché aux idées révolutionnaires, puis à Napoléon, va tenter de transformer l'archipel tout en essayant d'assurer sa défense. Quand Napoléon décide d'en finir avec le royaume de Hollande, initialement donné à son frère Louis, c'est à la France que revient l'archipel, mais pas pour longtemps, car le rapport des forces est trop défavorable face à la puissance anglaise. Londres admet cependant en 1815 la rétrocession de ses Indes orientales au nouveau royaume des Pays-Bas. Cette période voit également apparaître, dans une partie de l'archipel un islam inspiré par le wahhabisme saoudien, celui qui a temporairement pris le contrôle de la péninsule arabique au début du XIXe siècle. C'est une nouveauté en des terres acquises jusque-là à l'islam sunnite chaféite.

1800 : Dissolution officielle de la VOC au 1er janvier ; ses propriétés reviennent entièrement au gouvernement hollandais.

Le sultan du Kraton Kanoman de Cirebon se voit interdire Amboine par les Hollandais.

Une révolte de basse intensité (mais qui dure néanmoins six ans) éclate sous la houlette de Bagus Rangen, un homme sans instruction notable et qui se présente comme fondateur d'une religion nouvelle ; il a, dit-on, près de dix mille sectateurs. Jusqu'à l'arrivée du gouverneur Daëndels, seulement une partie des fonctionnaires hollandais sur place approuvent le gouvernement d'Amsterdam.

1802 : Par le traité d'Amiens, Malacca et les Moluques sont restituées par les Britanniques aux Hollandais.

1803 : Le gouvernement de la République batave met en place une charte coloniale rendant le gouvernement des Indes orientales responsable devant les Pays-Bas (à la différence de la VOC en son temps).

Trois pèlerins issus du pays Minangkabau reviennent d'un voyage à la Mecque où ils ont rencontré des partisans du mouvement wahhabite, lequel se développe dans la péninsule arabique. Les trois pèlerins, appelés « Padri », lancent un mouvement qui commence à s'étendre dans le pays Minangkabau ; ce mouvement défend un islam orthodoxe, à l'opposé des pratiques traditionnelles. Les Britanniques restituent Amboine aux Hollandais.

1806 : Création du ministère hollandais des Colonies. La République batave des Pays-Bas, sous contrôle français, devient le royaume de Hollande, attribué à Louis Bonaparte, frère de Napoléon.

1807 : Le gouvernement des Pays-Bas, sous influence française, nomme Hermann Willem Daëndels au poste de gouverneur général des Indes. Il arrive sur place le 1er janvier 1808. Cet officier hollandais a participé aux guerres de la Révolution et du Premier Empire et va se révéler très actif et très énergique.

1808 : La « période française » des Indes orientales ne va durer que de février 1808 à août 1811. Daëndels, qui établit sa résidence à Buitenzorg (aujourd'hui Bogor) doit faire face au blocus britannique qui paralyse l'économie. Le 18 août, il redécoupe Java en neuf « préfectures », organise la défense du territoire et fonctionnarise les princes javanais, les potentats locaux et chefs de village. Le gouverneur général développe les communications (la route est-ouest de Java) et crée un nouveau port à Banten (ouest de Java). Les ouvriers se révoltent sous l'énormité de la tâche ; le représentant hollandais à Banten est tué. Daëndels envoie des soldats sur place et remplace le sultan de Banten, exilé à Amboine.

1809 : Daëndels fait construire une route de montagne entre Batavia et Cirebon.

A Batavia, Daëndels commence une campagne pour assainir les canaux de la ville.

1810 : En mai, les Britanniques reprennent Amboine, Ternate et Tidore.

Napoléon annexe la Hollande à la France. Daëndels fait hisser le drapeau français à Batavia.

Stamford Raffles qui, en 1808, a convaincu les autorités anglaises de conserver Malacca, rend visite à Lord Minto, gouverneur général des Indes à Calcutta, pour lui demander instamment de chasser les Français et les Hollandais de Java ; Lord Minto se laisse convaincre.

1811 : En mai, Daëndels est remplacé par Jan Willem Janssens (Daëndels rejoindra bientôt Napoléon en Russie). Le 3 août, les Britanniques débarquent à Java. Des princes locaux de Banten, qui était encore une zone de troubles suite aux travaux routiers ordonnés par Daëndels, prennent en otage le sultan de Banten et entrent en relation avec les Britanniques qui s'emparent de Batavia le 26 août, sous la direction de Lord Minto. Le 18 septembre, à Salatiga (au centre de Java), les Hollandais se rendent aux Britanniques.

Thomas Stamford Raffles est nommé lieutenant-gouverneur de Java. Il est reconnu pour le travail effectué au service de l'East India Company, et se voit chargé du gouvernement de Java et Sumatra. Il sera quelques années plus tard le fondateur de Singapour.

1812 : Le 12 janvier, Raffles proclame la mise en œuvre d'une réforme du système judiciaire, afin de le réorganiser et de le moderniser.

Raffles, tout comme Daëndels, est persuadé qu'il met fin à l'oppression alors qu'en fait, il met en place une rude domination coloniale. Ce qui peut être mis à son crédit, c'est le fait qu'il a libéré l'économie de Java par le biais de réformes favorables aux fermiers.

Il met ainsi fin au travail forcé et aux cultures obligatoires ; il tente également d'en finir avec le commerce des esclaves. Bien que les cultivateurs puissent, sous Raffles, faire pousser ce qu'ils désiraient, ils devaient toujours cependant s'acquitter du versement de 40 % de leur récolte au gouvernement.

1813 : Raffles abolit le sultanat de Banten ; le sultan reçoit toutefois une pension du gouvernement britannique.

1814 : Le 21 juin, accord entre les nations qui ont combattu Napoléon sur la fondation d'un nouveau royaume des Pays-Bas. Le 13 août, les Britanniques s'accordent sur une éventuelle rétrocession des Indes aux Hollandais.

1815 : Le gouvernement de Hollande met en place des règlements afin de régir les Indes néerlandaises ; ces règlements feront plus ou moins office de Constitution et ce, jusqu'en 1942. Eruption du Tambora (Sumbawa) qui fait 12 000 morts (auxquels s'ajoutent 50 000 autres du fait de la famine qui a suivi) et affecte le climat sur l'ensemble du globe.

1816 : Le 19 août, les Hollandais retournent à Batavia. Cornelis Theodorus Elout, un des trois commissaires-généraux envoyés par la Hollande pour reprendre en main les Indes, poursuit la politique de réforme entamée par Raffles. Les Hollandais échouent dans la tentative d'amener les rajas de Bali à reconnaître leur autorité.

1818 : Fin du commerce des esclaves à Java.

1819 : Le 19 janvier, Raffles établit Singapour, après avoir acheté l'île au sultan de Johor.

Les Hollandais reviennent à Padang.

1821 : Début de la guerre des Padri, fondamentalistes musulmans inspirés par le wahhabisme.

1823 : Les forces bataves sont battues par les Padri à Lintau (Sumatra du Sud).

Le gouverneur général van der Capellen abolit les baux fonciers dans le centre de Java ; par ce geste, il supprime la principale ressource de la noblesse, poussant cette dernière à des sentiments anti-hollandais.

1824 : Le 17 mars, les Britanniques et les Hollandais signent le traité de Londres et se partagent l'Insulinde. Les Hollandais exigent Sumatra, Java, les Moluques, la Papouasie occidentale, etc. Les Britanniques quant à eux, veulent la péninsule malaise, Singapour, ainsi que la partie nord de Bornéo. Aceh (au nord de Sumatra) est censé rester indépendant.

1825 : Fondation, le 29 mars, de la Nederlandsche Handel Maatschappij (Compagnie commerciale hollandaise). Les Padri s'emparent du Sud de Tapanuli (au nord de Sumatra). Les Hollandais demandent à présent aux pèlerins de la Mecque de se munir d'un passeport et de s'acquitter d'une taxe. En juillet, suite à un différend à propos de la construction d'une route qui aurait coupé un verger, les Hollandais envoient des troupes et se heurtent à une rébellion, la « guerre de Java », qui s'achèvera en 1830.

1826 : La guérilla s'étend au Centre et à l'Est de Java. Les Hollandais réorganisent leurs forces et prennent l'offensive contre les groupes rebelles.

1830 : Fin du conflit. Le chef des insurgés est exilé.

L'Indonésie, une expérience coloniale

Le XIXe siècle voit la généralisation de l'expansion coloniale européenne et, dans ce contexte bien précis, fondé sur la supériorité matérielle et culturelle des sociétés de la vieille Europe ; la position occupée par les Hollandais dans l'archipel indonésien ne saurait être remise en question. La mainmise coloniale s'affirme. Les dernières dissidences indigènes sont brisées et la richesse de la colonie s'accroît au rythme du développement des échanges, favorisés par l'ouverture du canal de Suez. L'aménagement de routes et de voies ferrées, l'introduction de la culture de l'hévéa, l'installation des premières liaisons télégraphiques – notamment par câbles sous-marins jetés entre

1848 : Nouvelle constitution aux Pays-Bas : les Etats-Généraux de Hollande conservent leurs pouvoirs sur les affaires coloniales. Révision des Codes commerciaux, civils et pénaux pour les Indes néerlandaises ; ils ne sont applicables qu'aux personnes issues d'Européens.

Manifestation à Batavia, menée par le baron van Hoevell (un ministre hollandais), réclamant au roi des Pays-Bas la défense de la liberté de la presse, l'école publique second degré et la présence des Indes néerlandaises aux Etats-Généraux.

1849 : En avril, les autorités de Batavia prennent le contrôle de Buleleng et de la côte nord de Bali.

1850 : Les Indes néerlandaises interdisent aux missionnaires catholiques de se rendre chez les Batak à Sumatra et chez les Torajas de Célèbes. Seuls les missionnaires protestants sont admis dans ces contrées.

1851 : Création, à Gambir (Batavia), des écoles « Dokter-Jawa » – qui deviendront bientôt les STOVIA (School Tot Opleiding Van Inlandsche Artsen) – où sont enseignés des rudiments de médecine aux enfants des classes favorisées.

Le Cola est introduit sur Java.

Les Hollandais mettent fin à la taxe sur le Hajj (pèlerinage à La Mecque).

1854 : Le gouvernement hollandais met en place une réforme constitutionnelle pour les Indes néerlandaises (la Regeeringsreglement). Les potentats locaux indigènes auront officiellement la possibilité d'exercer leur pouvoir traditionnel sur leurs sujets, mais ceci au nom du gouvernement hollandais des Indes.

Une stricte séparation entre Européens et indigènes des îles est établie dans la loi.

Le gouverneur général des Indes néerlandaises reçoit le pouvoir d'expulser et d'exiler quiconque, sans possibilité d'appel.

Introduction de la culture de la cinchona (la quinine) à Cibodas, dans l'Ouest de Java.

1856 : Promulgation d'un règlement sur les publications, lequel donne autorité au gouverneur général d'établir la censure de la presse sans possibilité d'appel.

En mars, Eduard Douwes Dekker est démis de ses fonctions au poste de vice-résident à Lebak (Java), après avoir dénoncé la corruption des régents locaux.

Plus tard, sous le nom de plume de « Multatuli », il écrira un roman intitulé Max Havelaar, dénonçant la situation coloniale à Java aux lecteurs hollandais.

1857 : Edification de la première ligne de télégraphe entre Batavia et Buitenzorg.

1859 : Les Portugais signent un accord avec les Hollandais ; ils abandonnent au profit des Hollandais leurs avant-postes et prétentions sur Florès et Solor, mais gardent cependant leur possession du Timor oriental (partition de l'île en deux).

Une ligne de télégraphe, reliant Batavia à Singapour, est posée.

1862 : Fin de la culture obligatoire du poivre.

1863 : Le 1er juillet, l'esclavage est officiellement aboli dans les Indes néerlandaises.

La culture du tabac est lancée dans le Nord de Sumatra. Fransen van de Putte, un ancien propriétaire de plantations sur Java et opposant au système des cultures forcées, devient ministre des Colonies. Fin de la culture forcée du clou de girofle et de noix de muscade.

1864 : Le 1er avril, le premier timbre des Indes néerlandaises est émis.

Première tentative hollandaise d'hévéaculture à Java et Sumatra.

1865 : Fin de la culture forcée du thé, de la cannelle, de la cochenille et de l'indigo.

Les Hollandais introduisent le tabac à Deli et dans le Nord de Sumatra. De nouvelles lois et réglementations forestières sont introduites.

1866 : Fin de la culture forcée du tabac.

1867 : Une loi sur la responsabilité budgétaire prescrit que, désormais, les finances des Indes néerlandaises doivent être séparées de celles des Pays-Bas.

Mise en place d'un ministère de l'Education.

1869 : Aceh sollicite la protection de l'Empire ottoman. L'ouverture du canal de Suez réduit considérablement le temps de voyage entre l'Europe et l'Asie et donne plus d'importance stratégique à Aceh. Dès 1870, une ligne régulière passant par Suez est mise en service entre les Indes néerlandaises et les Pays-Bas.

1871 : La loi agraire encourage la privatisation de l'agriculture, démantèle le système des cultures forcées. Un câble télégraphique est posé entre Banyuwangi (Java) et l'Australie. En novembre, le traité de Sumatra, conclu entre Britanniques et Hollandais, voit ces derniers concéder la Côte de l'Or (en Afrique occidentale) aux Anglais. Les Hollandais ont les mains libres à Sumatra,

Grande-Bretagne et Pays-Bas conservant des droits commerciaux sur Aceh.

1872 : La guerre avec les Batak commence au nord de Sumatra ; elle durera jusqu'en 1895.

1873 : Le 25 janvier, un émissaire d'Aceh s'entretient avec le consul américain à Singapour ; mais les Etats-Unis rejettent toute possibilité d'aide. En mars-avril, les forces hollandaises débarquées à Aceh sont repoussées. Un nouveau débarquement a lieu en novembre. Les premiers rails de chemin de fer sont posés cette année-là à Java.

1875 : Les Indes néerlandaises, l'Australie et l'Allemagne fixent les frontières en Nouvelle-Guinée.

1876 : Introduction à Java de la culture de l'hévéa.

1878 : L'expédition du général van der Heijden, réduit en cendres des dizaines de villages en Aceh où la résistance aux Hollandais persiste.

1880 : Achèvement de la ligne ferroviaire Batavia-Bandung. Une ordonnance sur les coolies (Koelie Ordonnantie) précise et clarifie les contrats de travail.

1883 : Eruption du Krakatau (Krakatoa) ; on compte environ 36 000 morts à l'ouest de Java ainsi qu'à Lampung. A. J. Zijlker reçoit l'agrément des Hollandais pour débiter le forage du pétrole à Langkat, au nord de Sumatra.

1888 : Le Nord de Bornéo (le Sabah) devient un protectorat britannique.

Création de la Koninklijke Paketvaart Maatschappij ; c'est la compagnie principale de transport de passagers et de fret. Durant cette période, on dénombre à Java plus de quatre-vingt potentats locaux possédant le titre de sultan, susuhunan ou bupati (régent), alors que, dans les faits, seuls les Hollandais détiennent le pouvoir réel.

1893 : Les premières écoles pour indigènes voient le jour.

1894 : Réussite de la dernière intervention hollandaise sur Lombok. Les rapports sur ces événements ébranlent la société hollandaise. Près de 3 000 volontaires s'engagent pour les Indes et pour défendre la couronne des Pays-Bas, mais d'autres sont choqués et leurs réactions permettent le lancement d'une réforme du gouvernement colonial (la etische koloniale politiek), réforme qui sera connue sous le nom de « politique éthique ». qui se donnait pour ambition

l'« avancement intellectuel et moral » des indigènes des Indes orientales.

1901 : 6 juin, naissance de Sukarno, lequel deviendra le premier président de l'Indonésie indépendante en 1945. La reine Wilhelmine des Pays-Bas annonce la mise en place aux Indes de la « politique éthique ».

1902 : Les Hollandais mettent fin aux restrictions touchant au Hajj (pèlerinage à La Mecque).

1903 : Le Sultan d'Aceh, Tuanku Daud Syah, se rend aux Hollandais. Les trente ans de la guerre d'Aceh ont coûté la vie à 60 000 Achénais (dont 25 000 cultivateurs), à plus de 2 000 soldats hollandais morts sur le champ de bataille et à plus de 10 000 autres soldats atteints par les maladies.

La loi sur la décentralisation accorde un petit nombre de sièges aux indigènes au sein des gouvernements locaux et provinciaux. Les premières élections jamais tenues sur Java ont lieu. Séparation du Trésor des Indes néerlandaises et du Trésor hollandais.

1904 : Van Heutsz, gouverneur militaire d'Aceh, devient (jusqu'en 1909) gouverneur général. Une expédition menée sous la direction du capitaine van Daalen dans les hautes-terres d'Aceh, conduit au massacre de près de 3 000 villageois dont plus d'un millier de femmes et d'enfants.

Dewi Sartika crée les sekolah isteri (écoles pour filles).

1905 : La résistance achénaise prend contact avec le consul japonais à Singapour afin de demander de l'aide. Mise en place d'un conseil municipal à Batavia et à Bandung.

La production de caoutchouc se développe à Sumatra.

1907 : La guérilla achénaise attaque les Hollandais à Banda Aceh. La compagnie pétrolière Zijkker's Royal Dutch fusionne avec la Shell Transport and Trading pour devenir la Royal Dutch Shell.

1908 : Création de la VSTP (syndicat des chemins de fer) qui compte des Indonésiens en son sein.

Le 20 mai voit la fondation du Budi Utomo, pas vraiment un parti politique, mais plutôt un mouvement dédié à la promotion de la culture javanaise, en une sorte de revendication identitaire. L'Indische Vereeniging est créée pour les étudiants indonésiens aux Pays-Bas. Mise en place de la taxe sur le revenu aux Indes néerlandaises.

1910 : La résistance islamique en Aceh est anéantie.

La naissance du nationalisme indonésien

Comme dans les autres colonies européennes, la première guerre mondiale a révélé les faiblesses des métropoles lointaines perçues jusque-là comme toutes puissantes. Au moment où, en Inde, en Indochine ou dans l'espace musulman, un sentiment national inspiré par les modèles européens du siècle précédent commence à émerger, les pouvoirs coloniaux sont de plus confrontés à la grande dépression des années trente. Autant de conditions qui fragilisent les empires européens. Aux Indes néerlandaises, divers mouvements – islamistes pour certains, nationalistes modernistes pour d'autres – remettent en cause la domination hollandaise et, déjà, commencent à s'affirmer les figures, notamment celle de Sukarno, qui conduiront le pays vers l'indépendance.

1912 : L'Indische Partij est créé par Setiabudi (Douwes Dekker), le docteur Cipto Mangunkusumo et Ki Hajar Dewantoro. Les trois seront exilés dans l'année qui suit.

Le 18 novembre, le Kyai Haji Ahmad Dahlan crée la Muhammadiyah à Yogyakarta, une organisation islamique de type moderniste ; elle est une des deux plus grandes organisations religieuses de l'Indonésie actuelle.

1913 : En janvier, se tient le congrès du syndicat Sarekat Islam à Surabaya ; en cette occasion, il est décidé d'étendre les activités du mouvement sur l'ensemble de l'archipel. Le gouverneur général Idenburg reconnaît le Sarekat Islam en tant qu'organisation légale. L'Indische Partij est interdit ; ses chefs vont aux Pays-Bas.

Le gouvernement des Indes orientales peut emprunter de l'argent sans en référer ni recevoir l'autorisation préalable des Pays-Bas. Suwardi Suryaningrat (connu aussi sous le nom de Ki Hadjar Dewantoro) publie *Als Ik Eens Nederlander Was* (« Devenir indigène et/ou rester un colonial »), un ouvrage nationaliste ; il est exilé aux Pays-Bas jusqu'en 1919.

1914 : Le 9 mai, un Hollandais présent aux Indes néerlandaises, Hendricus Josephus Franciscus Marie Sneevliet, crée l'Indische Sociaal-Democratische Vereeniging (ISDV, Association démocratique et sociale des Indes), qui deviendra le Parti communiste indonésien (PKI, Partai komunis indonesia). Guerre en Europe : le gouvernement hollandais envisage la mise en place de milices aux Indes orientales.

1915 : Haji Agus Salim rejoint le Sarekat Islam et met en avant le modernisme islamique ; il sera membre des premiers gouvernements de la république d'Indonésie dans les années quarante.

1916 : Une délégation constituée de membres du Budi Utomo, du Sarekat Islam ainsi que d'autres organisations, se rend aux Pays-Bas.

En décembre, les Etats-Généraux des Pays-Bas promulguent une loi instaurant un parlement aux Indes orientales ; c'est le Koloniale Raad qui deviendra plus tard le Volksraad.

1917 : Le Sarekat Islam commence à adopter une position franchement antigouvernementale.

Le port de Surabaya (à l'est de Java) se développe et devient une plateforme importante pour le transport maritime aux Indes orientales. La guerre a perturbé le commerce entre les Indes orientales et l'Europe, mais les affaires avec les États-Unis et le Japon se sont développées. La pénurie de main-d'œuvre pendant la guerre a conduit à des grèves et à des salaires plus élevés.

1918 : Le 18 mai, c'est la première réunion du Volksraad, l'Assemblée (39 % de ses membres sont indigènes). Ses membres sont élus par des conseils locaux ; son rôle est purement consultatif. L'ISDV commence l'organisation de soviets à Surabaya, aussitôt interdits par le gouvernement. La « Promesse de novembre » : le gouvernement hollandais annonce que l'Indonésie aura un gouvernement autonome dans un futur indéterminé. Le 14 novembre, des membres indonésiens du Volksraad protestent contre le gouvernement des Indes, car il favorise les intérêts européens.

Au début des années vingt, la compagnie aérienne hollandaise KLM (en [néerlandais](#), *Koninklijke Luchtvaart Maatschappij*, littéralement Compagnie royale d'aviation) crée une ligne longue distance reliant Amsterdam à Batavia.

1921 : En octobre, se tient le sixième congrès du Sarekat Islam ; le syndicat interdit à ses membres d'appartenir à d'autres mouvements et, en particulier, au PKI.

Le jeune Sukarno commence ses études à la Technische Hoogeschool de Bandung.

Le 8 juin, naissance de Soeharto, futur général et président de l'Indonésie.

1922 : Création du Perhimpunan Mahasiswa Indonesia ou Association des étudiants indonésiens aux Pays-Bas où l'Indische Vereeniging change de nom et devient le Perhimpunan Indonesia (Association indonésienne).

1923 : Grève d'inspiration communiste dans les chemins de fer ; de nombreux syndicats sont phagocytés par les communistes. En février, Tjokroaminoto réorganise le Sarekat Islam lequel devient le Partai Sarekat Islam. Les membres communistes quittent le mouvement, entraînant avec eux de nombreux membres de l'organisation ; les factions rouges du Sarekat Islam deviennent le Sarekat Rakyat.

Semaun est exilé. Tan Malaka est nommé agent du Komintern pour l'Asie du Sud-Est.

1924 : Fin du califat islamique, ce qui génère de nombreux débats au sein des communautés islamiques indonésiennes.

1925 : Nouvelle constitution : le Conseil des Indes devient consultatif, le Volksraad voit son pouvoir législatif limité, le gouverneur général et l'administration ne sont pas affectés. Le nombre de membres au Volksraad est de 60 : 30 Hollandais, 25 Indonésiens et 5 membres d'origine chinoise ou arabe.

Le PKI (parti communiste) lance des grèves et, en décembre, ses chefs se réunissent à Prambanan

pour préparer une insurrection.

1926 : En novembre, soulèvements du PKI à Banten, Batavia, Bandung, Padang. Le PKI proclame la république. La révolte est écrasée par les Hollandais ; il y a plus de 13 000 arrestations.

Après ces révoltes, l'activité communiste diminue considérablement pour devenir clandestine et, en quelques années, les mouvements de masse disparaissent.

Sukarno publie une série d'articles sur « Le nationalisme, l'islam et le marxisme », appelant à une coopération entre ces trois mouvements. Jonkheer Andries Cornelis Dirk de Graeff devient gouverneur général (jusqu'en 1931).

Le 31 décembre, Kyai Haji Hasjim Asjari crée le Nahdlatul Ulama (NU), une organisation musulmane orientée vers l'éducation, la charité et l'aide économique. Le NU, plutôt d'essence traditionaliste, deviendra le premier mouvement religieux musulman d'Indonésie et ce, jusqu'à aujourd'hui.

1927 : Le 4 juillet, Sukarno et le docteur Cipto Mangunkusumo créent le Perserikatan Nasional Indonesia (PNI, l'Union nationale Indonésienne). Les Hollandais jouent sur les troubles communistes pour arrêter de nombreux chefs indonésiens pourtant non communistes.

1928 : Le PNI change de nom, tout en conservant son acronyme, pour devenir le Partai Nasional Indonesia (Parti national indonésien) ; il adopte le drapeau rouge et blanc (merah-putih), le bahasa indonesia comme langue nationale et l'Indonesia Raya comme hymne national (c'est toujours l'hymne de la république d'Indonésie).

Cette période correspond au véritable début du nationalisme indonésien, appelé la Renaissance nationale (Kebangkitan bangsa).

1929 : En août, le gouvernement des Indes néerlandaises demande au PKI de mettre fin à ses activités. Les Indonésiens obtiennent une majorité de sièges à la Volksraad, organe toujours consultatif. Le 29 décembre, Sukarno et ses partisans sont arrêtés à Yogyakarta ; ils sont conduits à la prison de Bandung.

1930 : Ouverture, le 18 août, du procès de Sukarno à Bandung. Il est condamné le 22 décembre à quatre ans de prison pour activités nationalistes.

Le PNI est dissout par le gouvernement des Indes orientales.

1931 : Le 25 avril, le PNI s'auto-dissout ; le Partai Indonesia (ou Partindo) le remplace quatre jours plus tard. Sukarno est libéré par le gouverneur général de Graeff, mais les Indes orientales renforcent les mesures de censure de la presse.

1933 : En août, Sukarno est de nouveau arrêté et exilé sans procès sur l'île de Flores. L'armée coloniale hollandaise, la Oost-Indische Leger prend le nom de KNIL (Koninklijk

Nederlands-Indisch Leger).

1934 : Les Hollandais commencent à mettre en œuvre la « préférence impériale » en prenant des mesures protectionnistes contre les produits japonais.

1936 : T. Van Starckenborgh est nommé gouverneur général (il le sera jusqu'en 1945).

Le 29 septembre, le Volksraad vote en faveur de la pétition pour l'autonomie de l'Indonésie dans le cadre de la Constitution hollandaise. A cette époque, la moitié des exportations agricoles de l'Indonésie est issue de terres appartenant à des Indonésiens. En 1900, presque aucune des exportations agricoles ne provenait de leurs terres.

1937 : Création, le 17 décembre, de l'Agence de presse Antara (elle existe encore aujourd'hui).

1938 : Moscou demande au PKI de mettre un terme aux activités anti-hollandaises.

Le 16 novembre, le gouvernement hollandais rejette la pétition de 1936 sur l'autonomie de l'Indonésie. A la fin des années trente, les Hollandais construisent des ouvrages de défense à Surabaya, Amboine, Cilacap par crainte d'une invasion japonaise dans la région ; toutefois, ils se refusent à armer les Indonésiens pour défendre l'archipel.

1940 : En février, les Hollandais rejettent de nouveau toute idée d'autonomie pour les Indes orientales.

En mai, les Pays-Bas sont envahis par les forces allemandes et le gouvernement néerlandais trouve refuge à Londres.

L'Indonésie dans la seconde guerre mondiale

Le second conflit mondial vient bouleverser la donne en Asie du Sud. La guerre-éclair conduite par le Japon permet à l'empire du Soleil Levant d'écarter les Hollandais, de tenir à distance Anglais et Américains et de chercher à établir aux Indes néerlandaises l'un des piliers de la construction de la fameuse sphère de coprosperité de l'Asie orientale qui constitue l'objectif ultime de l'impérialisme nippon. Aux Indes néerlandaises, les nationalistes locaux voient dans la victoire japonaise l'opportunité de préparer l'indépendance, au risque de devoir collaborer avec l'occupant. Au final, la défaite japonaise de 1945 ouvre la voie vers une indépendance que les nationalistes indonésiens comptent bien arracher aux Hollandais.

1940 : Le 10 mai, l'Allemagne envahit les Pays-Bas ; le 15 mai, la Hollande capitule et le gouvernement néerlandais se réfugie à Londres.

Les autorités des Indes néerlandaises déclarent l'état de siège et mettent le territoire sur le pied de guerre. Les citoyens allemands sont envoyés dans des camps d'internement.

Le 28 juin, le Japon annonce qu'il veut renégocier les traités commerciaux avec les Pays-Bas et suggère en août que l'Indochine française et les Indes néerlandaises soient incorporées volontairement au sein de la « sphère de coprosperité d'Asie orientale ».

En septembre, les troupes japonaises entrent en Indochine française.

Le 12 septembre, le gouvernement des Indes néerlandaises entame des négociations commerciales avec une délégation japonaise. Hubertus van Mook, le dernier chef du gouvernement des Indes néerlandaises, ne répond pas favorablement aux exigences japonaises concernant le carburant d'aviation, mais, le 12 novembre, suite à un accord, un quota des ventes de pétrole des Indes vers le Japon est arrêté. Malgré l'invasion allemande, la Hollande tient toujours ses colonies ; depuis plus d'un an et demi, bien que relevant du gouvernement en exil-néerlandais à Londres, le gouvernement des Indes néerlandaises est toujours en place dans l'archipel indonésien.

1941 : Le 6 janvier, les Hollandais arrêtent des leaders nationalistes. Thamrin meurt en détention cinq jours plus tard et Douwes Dekker est exilé au Surinam. Le gouvernement des Indes néerlandaises soupçonne Thamrin et les autres personnes arrêtées de collaborer secrètement avec les Japonais.

Le 11 janvier, de nouveaux négociateurs japonais arrivent à Batavia, sous la direction de Yoshizawa, pour demander au gouvernement des Indes néerlandaises de rejoindre la « sphère de coprosperité d'Asie orientale », mais Hubertus van Mook ne fléchit pas.

Le 14 mai, ultimatum japonais au gouvernement des Indes néerlandaises, exigeant une reconnaissance de l'influence et de la présence japonaise dans la région.

Le 6 juin, les pourparlers entre Néerlandais et Japonais échouent. Le gouvernement des Indes néerlandaises déclare qu'aucune concession ne sera faite au Japon.

Le 11 juillet, le Volksraad met sur pied une milice indonésienne.

Le 26 du même mois, les actifs japonais dans les Indes néerlandaises sont gelés.

Le 30 juillet, le gouvernement hollandais en exil promet de tenir une conférence sur l'Indonésie après la guerre.

En août 1941, signature de la charte de l'Atlantique par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les gouvernements en exil de la plupart des nations occupées de l'Europe, y compris les Pays-Bas.

La charte en appelle, entre autres choses, au « droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils vont vivre ».

En septembre de la même année, les diplomates néerlandais précisent qu'ils ne pensent pas que cela s'applique à l'Indonésie.

En 1941, les Britanniques et les Américains ainsi que les Néerlandais commencent à limiter les échanges commerciaux avec le Japon et, notamment, ceux portant sur les équipements qui pourraient être utilisés à des fins militaires. En réponse, le Japon annonce qu'il va organiser une « grande sphère est-asiatique de coprosperité », un bloc qui fournira des matières premières au Japon et qui recevra en retour les exportations nippones. Le bloc sera dirigé par l'armée japonaise. La propagande japonaise avance également l'idée que les colonies asiatiques des puissances européennes doivent être exemptes de tout contrôle occidental.

Le 5 décembre, le gouvernement des Indes néerlandaises demande à l'Australie de bien vouloir

envoyer des troupes à Amboine et au Timor.

Le 8 décembre, au lendemain de Pearl Harbour, les Japonais envahissent la Malaisie et attaquent au même moment les Philippines. Les Pays-Bas déclarent la guerre au Japon. Le 16 décembre, les Achénais anti-hollandais prennent contact avec les forces japonaises entrées en Malaisie.

Le 17 décembre, raid de l'aviation japonaise sur Ternate (Moluques).

Les Japonais débarquent au Sarawak (Nord-Ouest de Bornéo).

Le leader nationaliste Hatta appelle les Indonésiens à s'opposer aux Japonais.

1942 : Le 2 janvier, les Japonais prennent Manille (Philippines). Le 3, c'est le tour de la province de Sabah (Nord de Bornéo). Le 6, c'est Brunei ; le même jour, ils effectuent leur premier raid aérien sur Amboine (Moluques).

Entre le 10 et le 13 janvier, les Japonais commencent leur invasion de l'Indonésie ; à Tarakan (côte nord-est de Bornéo) où se trouvent des puits de pétrole et une raffinerie.

Le 12 janvier, Hubertus van Mook fait un voyage d'urgence aux Etats-Unis, demandant des renforts et que les Indes néerlandaises ne soient pas oubliées dans le système de défense des alliés.

Le 16 janvier, des agents achénais reviennent de Malaisie avec la promesse japonaise qu'ils bénéficieront d'un soutien contre les Hollandais.

Le 30 janvier, les Japonais prennent Amboine en seulement 24 heures.

Les troupes britanniques évacuent la Malaisie et se dirigent vers Singapour.

Après la perte de la Malaisie et de Singapour par les Britanniques, après la perte des Philippines par les Américains, la défense des Indes néerlandaises devient impossible. Le 3 février, les Japonais bombardent Surabaya. Le 4, c'est la bataille du détroit de Makassar. Singapour tombe le 15 février. Les Japonais débarquent sur Bali le 19 février. Premier raid de l'aviation nipponne sur Darwin (Australie). Le 20 février, les Japonais débarquent sur Timor. Le 23, une révolte soutenue par les Japonais éclate à Aceh contre les Hollandais. Lors de son transfert, Sukarno s'échappe. Entre le 27 février et le 1er mars, c'est la bataille de la mer de Java. L'amiral hollandais Karel Willem Frederik Marie Doorman y est tué, coulant avec son navire le HNLMS De Ruyter.

Le 1er mars, c'est aussi la bataille du détroit de la Sonde ; les Japonais débarquent à Banten.

Le 7 mars, Rangoon (Birmanie) tombe aux mains des Japonais. Le 8, à Java, les Hollandais, sous le commandement de Starkenborgh, font leur reddition près de Bandung. Le 28 mars, les dernières forces hollandaises de Sumatra font à leur tour leur reddition dans le Sud d'Aceh.

Les Japonais interdisent toutes les activités et les partis politiques. Le Volksraad est dissous. Les drapeaux indépendantistes rouges et blancs (Merah-Putih) sont interdits. La XVIe armée japonaise prend en charge Java ; la XXVe, Sumatra alors que la marine impériale contrôle la partie orientale de l'archipel.

Les Britanniques et les Américains se répartissent les tâches : la Grande-Bretagne essaiera de reprendre la Malaisie et Sumatra ainsi que la Birmanie. Le Pacifique et l'Indonésie sont sous la responsabilité des Etats-Unis (en collaboration avec l'Australie).

Le 17 juin, le gouvernement hollandais en exil à Londres met en place un Conseil consultatif pour les affaires des Indes néerlandaises.

En juillet 1942, les Japonais regroupent Sukarno, Hatta et Sjahrir à Jakarta. Ces trois leaders nationalistes se répartissent les tâches : Sukarno s'occupera de rallier les masses pour l'indépendance, Hatta sera en charge des affaires diplomatiques et Sjahrir coordonnera les activités souterraines. Sukarno accepte l'offre japonaise d'être chef du gouvernement indonésien, mais toutefois responsable devant l'armée japonaise. Le Commandement japonais ordonne de développer les sentiments pro-japonais dans les zones occupées.

Le 7 décembre, la reine Wilhelmine des Pays-Bas, en exil, fait un discours dans lequel elle promet une relation nouvelle avec les colonies une fois la guerre terminée.

Le 27 décembre, les Japonais ouvrent le premier camp d'internement pour les femmes hollandaises à Ambarawa (Sud de Sumatra).

1943 : Le 9 mars, les Japonais mettent sur pied le Putera (Pusat Tenaga Rakyat, une organisation politique auxiliaire). Sukarno en est nommé président ; Hatta et Ki Hadjar Dewantoro en sont membres.

Le même jour, les Japonais organisent les auxiliaires militaires locaux (le Heiho), attachés à des unités régulières japonaises. Les soldats du Heiho indonésien comprenaient des volontaires et des conscrits forcés. Le 7 juillet, le Premier ministre japonais Tojo, dans un discours à Gambir (Jakarta), promet aux Indonésiens une autonomie limitée.

Durant cette période, de nombreuses églises protestantes sont dirigées par des Indonésiens, les ecclésiastiques et missionnaires hollandais ayant été envoyés dans des camps d'internement japonais.

Le 3 octobre, les Japonais mettent sur pied le « Giyugun » (forces de défense locales) pour Sumatra et Java. Celle pour Java est appelée PETA (Pembela Tanah Air). De nombreuses personnalités notables ont intégré la PETA, dont Soedirman et Suharto. Les militants indépendantistes envisageaient cette formation militaire non pas tant comme un soutien apporté au Japon, mais plutôt comme une préparation à une éventuelle indépendance. A la mi-1945, il y avait 120 000 combattants armés au sein de la PETA. Ce groupe sera à l'origine des nouvelles Forces armées indonésiennes (TNI, plus tard ABRI) après la proclamation de l'indépendance.

En octobre, le Miai devient le Masyumi (le Majelis Syurah Muslimin Indonesia, le Conseil des musulmans d'Indonésie) sous supervision japonaise.

Le 3 novembre, Hatta fait un discours exhortant les Indonésiens à se joindre au Giyugun (PETA).

Le 10 novembre, Sukarno, Hatta, et Kyai Bagus Hadikusumo sont amenés par avion à Tokyo pour être décorés par l'empereur du Japon.

1944 : En janvier, le Putera est remplacé par le Jawa Hokokai (Association de service javanais). Sukarno en est le président.

Le 8 septembre, le général japonais Koiso promet que l'Indonésie (entendons : tous les territoires des Indes néerlandaises) sera indépendante « très prochainement ».

En novembre, Harada est remplacé, comme gouverneur militaire, par Yamamoto.

1945 : Le 14 février, à Blitar, des soldats de la Peta attaquent l'armurerie japonaise.

Le 1er mars, le Badan Penyelidik Usaha Persiapan Kemerdekaan Indonesia (BPUPKI), un comité pour la préparation de l'indépendance indonésienne, est mis en place par les Japonais. Ses membres comptent Sukarno, Hatta, Wahid Hasyim et beaucoup d'autres. Le 2 mai, le BPUPKI tient sa première session (jusqu'au 1er juin). Supomo parle au comité en faveur de l'intégration nationale. Muhammad Yamin propose que la nouvelle nation comprenne le Sarawak, le Sabah et le Timor portugais, ainsi que tous les territoires des Indes néerlandaises.

Les polémiques se poursuivent, entre membres du BPUPKI, au sujet du rôle et de la place de l'islam dans la nouvelle Indonésie.

Le 1er juin, Sukarno, dans un discours au comité pour l'indépendance, développe sa doctrine du Pancasila (panca-sila, les cinq principes, en Sanskrit). Ces principes sont : la croyance en un Dieu unique ; une humanité juste et civilisée ; l'unité de l'Indonésie ; une démocratie guidée par la sagesse à travers la délibération et la représentation ; et, enfin, la justice sociale pour tout le peuple indonésien.

Le 22 juin, sous la direction de Sukarno, la commission spéciale chargée de résoudre les différends sur le rôle et la place de l'islam dans la nouvelle république remet un texte de compromis – plus tard connu sous le nom de Piagam Jakarta ou « charte de Jakarta ». Le texte de compromis prévoit que les musulmans sont tenus de suivre la loi islamique (Shari'ah).

En juillet, des responsables militaires japonais se retrouvent à Singapour ; des plans sont élaborés pour remettre l'Indonésie aux chefs de l'indépendance indonésiens.

Le 10 juillet, se tient la deuxième session du BPUPKI (jusqu'au 17 juillet) ; elle élabore une ébauche de la future constitution indonésienne.

Hatta critique les déclarations nationalistes de Yamin et suggère que la Papouasie occidentale pourrait être exclue des limites de la nouvelle Indonésie. Sukarno soutient Yamin. Haji Agus Salim suggère que les ressortissants des possessions britanniques et portugaises pourraient peut-être voter pour rejoindre ou non l'Indonésie. Une majorité de la commission vote pour que l'Indonésie nouvelle comprenne la Malaisie, le Sarawak, le Sabah et le Timor portugais, ainsi que toutes les Indes néerlandaises.

De la révolution à l'indépendance

La défaite du Japon ouvre une ère de grande incertitude aux Indes néerlandaises où l'ancienne puissance coloniale entend bien rétablir son autorité. Le mouvement national indonésien ne l'imagine évidemment pas ainsi, mais le processus qui va conduire en 1949 à l'émancipation du nouvel Etat indonésien va se révéler extrêmement complexe. Il faut compter avec l'hypothèque communiste qui inquiète Washington, mais, dans la capitale américaine, acquise à l'idée d'une décolonisation inéluctable, on voit d'un mauvais œil l'exigence hollandaise d'un rétablissement du statu quo ante. Il faut également compter avec les nombreuses forces centrifuges qui révèlent le caractère largement artificiel de la construction coloniale que constituaient les Indes néerlandaises. Les musulmans d'Aceh, les Moluquois, les habitants de nombreuses îles périphériques ne se reconnaissent pas forcément dans un mouvement national largement dominé par les Javanais. La déstabilisation mise en œuvre par les Hollandais – avec notamment les opérations conçues par le maître de guérilla que fut Westerling – fragilisent les ambitions de Sukarno et des leaders nationalistes, mais leur réaction face aux entreprises communistes rassurent les Américains qui vont exercer sur les Pays-Bas de telles pressions (la menace d'une suspension éventuelle de l'aide Marshall) que ceux-ci sont contraints de céder et de reconnaître l'indépendance de l'Indonésie nouvelle.

1945 : Le 7 août, le BPUPKI devient le PPKI (Panitia Persiapan Kemerdekaan Indonesia).

Le 15, le Japon se rend aux Alliés et convient de restituer l'Indonésie aux Hollandais.

Sukarno et ses compagnons rencontrent le général Yamamoto et se voient confirmer que le Japon n'a plus les moyens de prendre des décisions concernant le futur de l'Indonésie.

Le 17 août, Sukarno lit la brève et unilatérale « proclamation » (Proklamasi) : c'est la déclaration d'indépendance. Cette date restera, pour les Indonésiens, celle de l'indépendance du pays, quant bien même elle fut unilatérale et non reconnue internationalement (elle le sera quatre ans plus tard).

Le 18 août, le PPKI se transforme pour devenir un gouvernement intérimaire, avec Sukarno en tant que président et Hatta comme vice-président ; la « charte de Jakarta » (Piagam Jakarta) mentionnant l'islam dans les principes du Pancasila est évincée du préambule de la nouvelle constitution. La nouvelle république est constituée de huit provinces : Sumatra, Bornéo, l'Ouest de Java, le Centre de Java, l'Est de Java, Célèbes, les Moluques et les petites îles de la Sonde.

Le 23 août, le BKR (Badan Keamanan Rakyat), première force armée indonésienne, commence à s'organiser à partir des anciens membres de la Peta et du Heiho.

Les forces néerlandaises débarquent à Sabang et à Aceh.

Le 29 août, la constitution qui avait été rédigée par le comité préparatoire PPKI et annoncée le 18, est adoptée. Sukarno est déclaré officiellement président, Hatta vice-président. Le PPKI devient le KNIP (Comité national indonésien central). Le KNIP est l'organe de direction temporaire jusqu'à ce que des élections puissent avoir lieu. Le nouveau gouvernement est mis en place le 31 août.

Le 1er septembre, van Mook, le lieutenant-gouverneur des Indes néerlandaises, rencontre le Britannique Lord Mountbatten à Ceylan et demande que les troupes japonaises encore présentes en Indonésie soient commandées par les Britanniques afin de supprimer le gouvernement républicain. Lord Mountbatten est d'accord, mais les Japonais temporisent.

Le 8 septembre, les premières troupes britanniques sont parachutées sur l'aéroport Kemayoran de Jakarta.

Le 16 septembre, l'amiral britannique Patterson atterrit à Jakarta. Il annonce que la mission britannique est « de maintenir la loi et l'ordre jusqu'à ce que le gouvernement légitime des Indes néerlandaises fonctionne de nouveau ». Les Hollandais demandent à Patterson d'arrêter les dirigeants de la république, mais Patterson leur répond que le haut commandement britannique n'interfère pas dans les affaires politiques.

Le 17 septembre, manifestation de masse en faveur de la république, à Jakarta.

Le 27, de jeunes républicains prennent le bâtiment central des PTT (Postes, Télégraphes et Téléphones) à Bandung.

De jeunes républicains prennent les chemins de fer et les stations de radio de Jakarta. Des rassemblements de masse célébrant l'indépendance sont organisés à Jakarta et Surabaya.

Les troupes australiennes apportent leur soutien à la NICA (l'administration civile des Indes néerlandaises) pour conserver le contrôle du gouvernement dans les régions orientales, Célèbes et Kalimantan.

Le 5 octobre, la Tentara Keamanan Rakyat (qui deviendra plus tard l'ABRI puis la TNI) est créée : ces sont les forces armées indonésiennes. Les forces navales sont également créées ; c'est

l'Angkatan Laut Republik Indonesia (ALRI puis, plus tard, la TNI-AL). La date du 5 octobre sera instituée plus tard comme la Journée des Forces armées ; c'est encore le cas aujourd'hui.

C'est l'escalade dans les affrontements entre les jeunes républicains indonésiens et les forces étrangères européennes.

Les troupes japonaises repoussent les républicains hors de Bandung et remettent la ville aux Britanniques.

Le 14 octobre, de jeunes républicains commencent une bataille de cinq jours, contre les troupes japonaises, à Semarang.

Le 16 octobre, décret du gouvernement autorisant la formation de partis politiques.

Le 17 octobre, van Mook envoie un télégramme au gouvernement néerlandais demandant que les négociations avec la république soient rejetées.

Le 22 octobre, le Nahdlatul Ulama proclame que le djihad est licite contre les Hollandais, rendant ainsi la participation des musulmans obligatoire.

Le 23 octobre, sous la pression britannique, van Mook rencontre Sukarno pour des entretiens informels. Aucune des deux parties ne cède.

Le 27 octobre, des avions britanniques lâchent des tracts sur Surabaya, demandant la reddition des forces républicaines sous 24 heures. Le 29 octobre, Sukarno et Hatta arrivent à Surabaya en avion. Sukarno et le général Mallaby se mettent d'accord sur le principe d'une trêve.

Le 30 octobre, le major-général britannique Hawthorn part en avion de Jakarta vers Surabaya. Sukarno, Hatta, Mallaby et Hawthorn signent un cessez-le-feu. Cinq heures plus tard, Mallaby est tué.

Les Britanniques bombardent Surabaya en mesure de représailles, il y a des milliers de morts ou de sans-abri.

Le 1er novembre, le gouvernement républicain publie un manifeste d'orientation politique (Manifesto Politik ou ManiPol).

Le 3 novembre, Hatta annonce que l'interdiction des partis politiques est levée (Maklumat Pemerintah 10).

Le 10 novembre, contre-attaque indonésienne à Surabaya ; cette date deviendra le Hari Pahlawan, le Jour des héros. Les combats se poursuivent pendant trois semaines. 600 soldats des troupes indiennes font défection et rejoignent les Indonésiens.

Le 11 novembre, Sjahrir fait passer une proposition à la KNIP qui a pour conséquence de retirer des pouvoirs à la présidence et de les transférer à un Premier ministre et au gouvernement. Le but étant de rendre la position de Sukarno moins puissante pendant un certain temps.

Le 14 novembre, Sjahrir devient le premier Premier ministre de l'Indonésie.

Certaines troupes japonaises se battent contre les forces républicaines sur Java, Sumatra et Bali.

Les Hollandais abandonnent définitivement Aceh.

Barisan Tani Indonesia (Le Front des paysans indonésiens) est mis sur pied par le PKI dans le but de promouvoir une réforme agraire et prendre des mesures contre les propriétaires fonciers.

Le 23 novembre, le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Bevin, en appelle instamment à

des négociations entre les Hollandais et la république.

Le PKI commence à fonctionner à nouveau à travers de nombreuses organisations de façade.

1946 : La question de l'Indonésie est abordée, pour la première fois, à l'Organisation des Nations unies.

Le 10 février, van Mook envoie une proposition de « partenariat démocratique » entre les Pays-Bas et l'Indonésie à Sjahrir, mais une véritable indépendance n'est pas évoquée.

Le 12 mars, Sjahrir répond publiquement à l'offre de van Mook datant de février, exigeant une reconnaissance immédiate et sans délai de la souveraineté de l'Indonésie.

Les forces néerlandaises remplacent les Britanniques à Bandung. Politique de la terre brûlée (Bandung Lautan Api), les Indonésiens commencent à brûler la ville plutôt que de se rendre aux Hollandais.

Le 14 avril, les représentants hollandais et indonésiens entament des pourparlers à Hoge Veluwe aux Pays-Bas. Les pourparlers échouent.

En juillet, les Alliés restituent officiellement l'ensemble de l'Indonésie aux Néerlandais, à l'exception de Java et de Sumatra.

Le 15 juillet, van Mook organise une conférence à Malino (Célèbes) afin de mettre en place le nouvel Etat d'Indonésie orientale, soutenu par les Hollandais.

Les Philippines deviennent indépendantes des Etats-Unis, le 4 juillet 1946. Le gouvernement britannique annexe le territoire du Sarawak (Bornéo), le 1er juillet, mettant fin à la domination de la famille Brooke, et fait du Nord de Bornéo, une colonie de la couronne, le 15 juillet.

Du 22 au 24 septembre, de violentes manifestations contre la guerre ont lieu à Amsterdam.

En novembre, première émission de billets libellés en roupies indonésiennes par la république.

Le 15 novembre, c'est l'accord de Linggajati : les Néerlandais reconnaissent l'autorité de la république d'Indonésie à Java, Sumatra et Madura. Les deux parties conviennent de former les Etats-Unis de l'Indonésie, sous la couronne (symbolique) des Pays-Bas.

Le 20 novembre, c'est la bataille de Marga : la résistance balinaise est vaincue par les forces néerlandaises.

Le 29 novembre, les dernières troupes britanniques quittent l'Indonésie.

Le capitaine Raymond Westerling commence sa campagne dans le Sud de Célèbes contre les républicains.

Du 18 au 24 décembre, les Néerlandais créent l'Etat d'Indonésie orientale (Negara Indonesia Timur) lors d'une conférence à Denpasar (Bali). La capitale de cet Etat est Makassar ; il inclut toute la partie orientale de l'Indonésie.

1947 : Sukarno et Hatta menacent de démissionner si l'accord de Linggajati n'est pas ratifié.

Entre décembre 1946 et février 1947, les forces néerlandaises (KNIL) exécutent près de 3 000 personnes sans procès.

Le 25 mars, le gouvernement des Pays-Bas ratifie enfin l'accord de Linggajati.

Le 11 mai, les Néerlandais créent l'Etat de Kalimantan-Ouest avec le sultan de Pontianak à sa tête ; protestations de Sjahrir.

En juin, les Néerlandais se plaignent que l'Indonésie bloque les livraisons de riz dans les zones contrôlées par les Hollandais.

L'Egypte et la Syrie reconnaissent la république d'Indonésie.

Le 3 juin, la Tentara Keamanan Rakyat (l'armée indonésienne populaire) est renommée Tentara Nasional Indonesia (force armée indonésienne) ou TNI.

Le 26 juin, les forces néerlandaises se mobilisent pour envahir Madura, voire Java. William Foote, un diplomate américain, intervient et propose de servir de médiateur entre les Néerlandais et les Indonésiens. L'invasion est ajournée.

Le 27 juin, Sjahrir quitte le gouvernement et devient le représentant de l'Indonésie à l'ONU. Amir Sjarifuddin devient Premier ministre.

Le 8 juillet, le gouvernement Sjarifuddin fait une offre de conciliation aux Hollandais : la république d'Indonésie va cesser de chercher une reconnaissance internationale ; les fonctionnaires néerlandais peuvent avoir des postes au sein de la république.

Le 20 juillet, premières « opérations de police » opérées par les Hollandais : les troupes néerlandaises occupent Java-Ouest, Java-Est, Madura, Semarang, Medan, Palembang, Padang et bombardent de nombreuses villes.

Le 24 juillet, manifestation de 20 000 personnes contre la guerre à Amsterdam.

Le 29 juillet, les forces indonésiennes effectuent des bombardements sur Semarang, Ambarawa et Salatiga avec trois avions récupérés. Les Hollandais avaient pourtant annoncé que l'ensemble de l'aviation indonésienne avait été détruite.

Le 30 juillet, de jeunes étudiants font sauter un pont à Bumiayu, empêchant ainsi les forces néerlandaises de prendre Purwokerto.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne font état de leur mécontentement devant les « actions de police » ; l'Inde, l'Australie et l'Union soviétique soutiennent la république d'Indonésie à l'ONU.

Le 1er août, le Conseil de sécurité de l'ONU appelle à un cessez-le-feu en Indonésie.

Le 4 août, le cessez-le-feu est accepté par les Hollandais et Sukarno, mais il est ignoré sur le terrain. Les Hollandais tracent la « ligne Van Mook », limite de l'avancée de leurs troupes sur Java et Sumatra.

Une mission de « bons offices » des Nations unies est organisée, avec l'objectif de parvenir à un règlement de la situation en Indonésie. Le 8 décembre, des représentants hollandais et indonésiens se rencontrent à bord de l'USS Renville, un transporteur de la marine américaine basé aux Philippines, mais ancré au port de Jakarta pour les pourparlers.

Le 25 décembre, les Hollandais créent l'Etat de Sumatra-Ouest.

1948 : Le 17 janvier, l'accord du Renville sous les auspices de l'ONU dresse une ligne de cessez-le-feu plutôt favorable aux Néerlandais.

Le 23 janvier, Sjarifuddin démissionne de son poste de Premier ministre ; les partis de « gauche » passent dans l'opposition.

Sukarno nomme Hatta à la tête d'un gouvernement d'urgence. Les Hollandais créent un gouvernement « Banjar » (Daerah Banjar) sur Bornéo.

En février, Sjahrir crée le PSI (Partai Sosialis Indonesia) et soutient Sukarno.

Sjarifuddin critique l'accord du Renville.

Le 9 mars, van Mook crée un gouvernement provisoire pour fédérer Indonésie : le « Voorlopige Federale Regering » (Gouvernement fédéral de transition). Le nom « Nederlands-indie » (Indes néerlandaises) est remplacé par « Indonésie » dans la constitution des Pays-Bas.

Le 8 juillet, les représentants des treize Etats contrôlés par les Hollandais et créés par van Mook, sont convoqués à Bandung, pour entamer le processus de création des Etats-Unis d'Indonésie.

Le 17 septembre, la division Siliwangi évince le PKI de Surakarta ; le PKI recule sur Madiun. « L'incident de Madiun » est la deuxième fois que le PKI tente, en vain, une révolte. Les événements de Madiun changent l'opinion des diplomates américains à l'égard de la nouvelle république. Anciennement suspecte, les Etats-Unis à présent considèrent l'Indonésie comme un allié potentiel contre le communisme.

Le 18 septembre, le PKI tente un coup à Madiun ; des officiers pro-gouvernementaux sont tués. L'armée indonésienne se souviendra toujours de ce « coup de poignard dans le dos » de Madiun, donné par les communistes.

Le 19 septembre, des figures du PKI sont arrêtées à Yogyakarta ; Sukarno dénonce le coup de Madiun et l'opinion populaire penche pour lui.

Le 11 octobre, van Mook démissionne de son poste de lieutenant-gouverneur des Indes.

Le 26 novembre, les Hollandais créent l'Etat de Jawa Timur dans les zones qu'ils occupent dans l'Est de Java.

Les Hollandais suppriment le poste de gouverneur général et le remplacent par celui de « Haut représentant de la Couronne ».

Le 11 décembre, les Hollandais informent les représentants de l'ONU que de nouvelles négociations avec la république sont « futiles ».

Le 18 décembre, les Hollandais créent le Negara Sumatra Selatan (l'Etat du Sud de Sumatra), avec, pour capitale, Palembang.

Le 18 décembre, les représentants néerlandais disent à leurs homologues des Etats-Unis et de la république d'Indonésie à Jakarta qu'ils mettent fin à l'accord du Renville.

Le 19 décembre, la deuxième « action de police » des Hollandais commence à 5 h 30 du matin, sans avertissement. Le gouvernement civil de la république, dont Sukarno, Hatta et Sjahrir, se laisse capturer en comptant sur l'indignation de l'opinion mondiale. Toute d'Indonésie sauf Aceh et quelques parties de Sumatra sont sous contrôle hollandais. La guérilla reprend.

L'ONU est scandalisée par l'attitude des Hollandais. Dix-neuf pays asiatiques boycottent la Hollande.

Les Etats-Unis suspendent leur aide financière aux Pays-Bas (plan Marshall) car cet argent est utilisé pour faire la guerre en Indonésie.

Le 31 décembre, les Hollandais acceptent l'appel de l'ONU pour un cessez-le-feu à Java.

1949 : Le 5 janvier, les Hollandais acceptent l'appel de l'ONU au cessez-le-feu à Sumatra.

Le sultan Hamengkubuwono IX de Yogyakarta refuse la proposition hollandaise de prendre la tête du nouvel Etat javanais, démissionne de ses fonctions de chef du gouvernement de Yogyakarta et apporte son aide aux combattants de la république.

Le 28 janvier, le Conseil de sécurité de l'ONU demande la libération du gouvernement républicain et l'indépendance de l'Indonésie pour le 1er juillet 1950.

Le 7 février, une résolution est présentée au Sénat des Etats-Unis pour que cesse toute l'aide du plan Marshall aux Pays-Bas ; cette résolution est rejetée le 8 mars.

Le 31 mars, le secrétaire d'Etat américain Dean Acheson fait part en privé aux Hollandais que l'aide du plan Marshall dont ils bénéficient est toujours menacée.

Le 6 avril, le Sénat des Etats-Unis adopte une résolution mettant fin au plan Marshall pour les Pays-Bas, mais seulement si le Conseil de sécurité de l'ONU vote des sanctions contre la Hollande.

Le 7 mai, c'est l'accord de « Roem-Royem » : les Hollandais sont d'accord pour rétablir le gouvernement de la république d'Indonésie, tenir des pourparlers compte-tenu de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies du 28 janvier, et œuvrer à un règlement de la situation établi à partir de l'accord du Renville (Renville agreement).

Le 24 juin, les soldats néerlandais commencent à évacuer Yogyakarta ; le 29 juin, les troupes indonésiennes entrent dans la ville.

Le 6 juillet, le gouvernement républicain revient à Yogyakarta.

Le 11 août, cessez-le-feu à Java ; le 15 août à Sumatra.

Les Hollandais libèrent près de 12 000 prisonniers.

Le 23 août, la conférence de la Table ronde commence à La Haye. Hatta mène la délégation de la république d'Indonésie, le sultan de Pontianak, quant à lui, mène la délégation des Etats néerlandais d'Indonésie créés par les Hollandais.

Le 2 novembre, l'accord de La Haye est le résultat de la conférence de la Table ronde : la « Republik Indonesia Serikat » (la République des Etats-Unis d'Indonésie) est placée – de façon symbolique – sous la couronne des Pays-Bas, a pour président Sukarno, et Hatta en tant que vice-président. Elle comporte quinze Etats néerlandais créés dans l'archipel indonésien ainsi que la république d'Indonésie originelle. La souveraineté est censée être transférée le 30 décembre.

Le 27 décembre, les Hollandais transfèrent formellement la souveraineté à la république des Etats-Unis d'Indonésie.

Le 28 décembre, Sukarno retourne à Jakarta.

1950 : Le 22 février, Westerling, qui a envisagé un coup de force, quitte l'Indonésie pour Singapour. Le 13 mars, la roupie indonésienne est dévaluée de moitié.

Le 4 avril, le sultan de Pontianak est arrêté pour son implication dans le complot de Westerling. La république des Etats-Unis d'Indonésie intègre l'Etat de Kalimantan-Ouest.

Le 25 avril, la république des Moluques du Sud (Republik Maluku Selatan ou RMS) est proclamée à Amboine, mais écrasée en juillet par les troupes républicaines.

Près de 300 000 citoyens hollandais quittent l'Indonésie pour la Hollande au tout début des années cinquante.

Le 17 août, nouvelle Constitution. Il n'y a plus de république des Etats-Unis d'Indonésie. La nouvelle république est constituée de la république originelle, de l'Est de Sumatra (Sumatra Timur) et de l'Indonésie orientale (Negara Indonesia Timur). Jakarta est la capitale de la république. En théorie, la Hollande et l'Indonésie demeurent au sein d'une « union constitutionnelle », mais, dans les faits, l'Indonésie est pleinement indépendante.

Le temps de Sukarno

Comme ce fut le cas dans de nombreux pays décolonisés au lendemain de la seconde guerre mondiale ou au cours des années cinquante, l'indépendance de l'Indonésie va se confondre avec une figure charismatique, celle de Sukarno, devenu, de fait, le « père de la patrie ». Après avoir été un leader indépendantiste habile et efficace, Sukarno, une fois parvenu au pouvoir, va exercer celui-ci pendant une quinzaine d'années, et le prestige que lui a valu son rôle dans la lutte contre la puissance coloniale va quelque peu estomper un bilan aux aspects discutables du régime né de l'indépendance. L'Indonésie nouvelle va sans doute connaître sa plus grande heure de gloire avec l'organisation, au printemps de 1955, de la conférence de Bandoung, qui réunit les leaders afro-asiatiques et met sur pied le camp des non alignés. Dans le même temps, le régime se laisse aller à des dérives autoritaires et les résultats économiques ne sont pas à la hauteur des progrès attendus. Sur le plan international, Sukarno s'enlise dans une confrontation aussi vaine que stérile avec la Malaisie et surprend par son inconstance quant à ses relations avec les deux blocs. L'expérience se termine en 1965, quand l'armée prend la situation en mains.

1950 : Le 26 septembre, l'Indonésie est admise à l'Organisation des Nations unies.

En novembre, Amboine, centre de la république des Moluques du Sud, tombe aux mains des forces indonésiennes.

Début de la politique de transmigrasi (transmigration ou réinstallation) au départ de Java et de Bali vers les îles les moins peuplées, notamment Kalimantan.

L'Assemblée qui avait été constituée directement après l'adoption de la constitution d'août 1950 n'est pas élue. Elle restera ainsi jusqu'aux élections de 1955.

1951 : En janvier, il y a un changement au sein de la direction du PKI. La nouvelle ligne du parti est nationaliste, anti-néerlandaise, anti-occidentale et anticapitaliste.

Le 3 mars, signature d'un traité d'amitié avec l'Inde.

En avril, le gouvernement Natsir tombe à cause de ses programmes d'austérité économique.

Des grèves et des troubles fomentés par le PKI éclatent en août. En 1951, les adhérents au parti étaient seulement quelques milliers ; en 1958, ils seront 1,5 millions. Le PKI proclamera fréquemment avoir des liens étroits avec Sukarno, afin de se protéger ; Sukarno à son tour tentera de manipuler le PKI pour servir ses propres intérêts ou pour contrebalancer les autres forces

politiques (les militaires ou les partis musulmans) afin qu'aucune force ne devienne trop puissante.

1952 : Le 23 février, le gouvernement Sukiman tombe sur la question d'accepter ou non l'aide militaire des Etats-Unis.

Le 4 avril, Wilopo devient Premier ministre et libère de nombreux prisonniers politiques.

Les Pays-Bas déclarent qu'ils ne renonceront pas à l'Irian occidental (Papouasie).

1953 : En janvier, Sukarno fait un discours dans lequel il rejette les propositions en faveur d'un Etat islamique. En mai, l'Indonésie envoie un ambassadeur en république populaire de Chine.

1955 : En avril se tient la Conférence afro-asiatique de Bandung ; des délégués de vingt-quatre nations y participent, y compris Chou En-Lai, Nehru et Nasser. C'est le début du mouvement des non-alignés.

En décembre, des élections ont lieu ; elles ont pour but de mettre en place une assemblée constituante. Il s'agit en effet d'élaborer une nouvelle constitution.

1956 : En mai, Sukarno visite les Etats-Unis. Le 8 mai, l'union constitutionnelle entre l'Indonésie et les Pays-Bas est dissoute.

Le 4 août, le gouvernement indonésien rejette 85 % de sa dette envers les Pays-Bas.

Le 28 octobre, Sukarno fait un discours appelant la nation à « enterrer les partis politiques » – c'est la première suggestion du concept de « démocratie dirigée ».

Le 10 novembre, la « Konstituante » se réunit pour examiner une nouvelle constitution. Les sessions butent toujours sur la question de savoir si c'est l'islam ou bien le Pancasila qui doit être le principe directeur de la nation.

1957 : Le 21 février, Sukarno propose la « démocratie dirigée » dans un discours. Dès le début de sa présidence, Sukarno est insatisfait de l'instabilité apportée par le règne des partis ; l'objectif de son concept était d'unifier le gouvernement en y incluant les membres de tous les partis politiques et de créer un nouveau Conseil national afin de contrebalancer une Assemblée instable. Dans les faits, la « démocratie dirigée » a plutôt conduit à un renforcement du pouvoir de Sukarno lui-même.

Le 2 mars, le lieutenant-colonel Sumual prend le contrôle du gouvernement dans l'Est de l'Indonésie et exige plus de pouvoir pour Sukarno, moins pour l'Assemblée et le gouvernement. Le 14 mars, Sukarno proclame la loi martiale. La censure de la presse est réintroduite.

En mai, Sukarno nomme quarante-et-un dirigeants de « groupes fonctionnels », membres d'un Conseil (Dewan Nasional).

En octobre, le gouvernement promet et coordonne un boycott anti-néerlandais.

Une résolution de l'ONU, du 29 novembre, demandant le transfert de l'Irian occidental à

l'Indonésie échoue.

Le 1er décembre, Sukarno annonce que les avoirs des 246 entreprises néerlandaises seront nationalisés.

Le 5 décembre, le gouvernement ordonne l'expulsion de 46 000 citoyens néerlandais.

Durant l'année 1957, le général va à Washington pour demander un prêt de 650 millions de dollars à des fins militaires. Les Etats-Unis lui refusent ce prêt ; il part alors pour Moscou et reçoit 250 millions de dollars de crédit de l'Union soviétique. En 1958, l'Indonésie demandera à nouveau aux Etats-Unis une aide militaire et la recevra. Ce jeu entre les deux grandes puissances est typique de la présidence de Sukarno.

1958 : En octobre, campagne anti-chinoise visant les magasins, des journaux et d'autres institutions ayant des liens avec la Chine nationaliste (Taiwan).

1959 : En janvier, Londres signe un nouveau traité avec Brunei : la Grande-Bretagne sera responsable de la défense et des Affaires étrangères ; Brunei sera autonome. Le sultan de Brunei promet des élections dans les deux ans.

Le 5 juillet, Sukarno rétablit la Constitution de 1945 par décret ; il dissout l'Assemblée, puis la réinstitue sous l'empire de la Constitution de 1945. Sukarno ajoute 94 membres supplémentaires afin de représenter les provinces et 200 autres pour représenter les « groupes fonctionnels » – avec les 281 d'origine, cela fait un nouveau total de 575, la plupart d'entre eux choisis par Sukarno.

L'armée commence à déplacer les Chinois des zones rurales vers les villes. Pas moins de 100 000 Chinois quittent l'Indonésie pour la république populaire de Chine au cours de l'année qui suit ; 17 000 autres partent pour Taiwan.

L'armée tente de refuser au PKI de tenir son congrès. Sukarno intervient pour permettre au congrès de se tenir et y intervient lui-même.

1960 : Sukarno commence à utiliser son nouveau slogan « Nasakom », pour Nationalisme, Agama (religion) et Komunisme.

En janvier, Khrouchtchev visite Jakarta. Les Soviétiques apportent une aide militaire à l'Indonésie.

En mars, l'Assemblée élue (DPR) rejette le budget de Sukarno. Aussi bien les représentants du PKI que des membres de partis musulmans critiquent le mépris de Sukarno pour les procédures parlementaires.

Le 5 mars, Sukarno dissout l'Assemblée et la remplace par une Assemblée nommée : le « DPR-Gotong Royong ». Des officiers militaires sont au DPR pour la première fois.

Le 17 août, l'Indonésie rompt ses relations diplomatiques avec les Pays-Bas.

1961 : En avril, Sukarno se rend aux Etats-Unis et rencontre le président Kennedy. Sukarno dit à Kennedy que si les Etats-Unis le soutiennent, il s'opposera au communisme.

Le 26 septembre, le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, Luns, annonce à l'Assemblée générale de l'ONU que les Pays-Bas sont prêts à céder l'Irian occidental à l'administration de

l'ONU.

Sukarno signe un traité d'amitié et de coopération avec la république populaire de Chine.

Le 19 décembre, Sukarno annonce qu'il va prendre l'Irian occidental par la force si nécessaire.

1962 : En janvier, tentative d'assassinat de Sukarno en visite à Célèbes ; de nombreux anciens rebelles et des personnalités critiques du gouvernement sont emprisonnés.

Deux navires de guerre néerlandais affrontent quatre torpilleurs indonésiens au large de l'Irian occidental. Un bateau indonésien est coulé, un autre est endommagé.

Le 1er février, un avion charter avec 110 soldats néerlandais à bord, en route pour l'Irian occidental, s'arrête pour se ravitailler en Alaska. En représailles, une émeute a lieu devant l'ambassade américaine à Jakarta.

Le 11 février, Robert F. Kennedy arrive à Jakarta pour mener les négociations sur l'Irian occidental.

Le 25 février, Robert Kennedy part pour les Pays-Bas ; il informe le gouvernement des Pays-Bas que les Etats-Unis ne soutiendraient pas la Hollande si le conflit dégénérait.

Le 12 mars, le gouvernement des Pays-Bas annonce qu'il va négocier avec Jakarta au sujet du transfert de l'Irian occidental à l'Indonésie.

Le 2 avril, le « plan Bunker » (d'après le nom du diplomate américain Ellsworth Bunker) est annoncé ; il s'agit d'une proposition visant à mettre fin au conflit en Irian occidental. Les Pays-Bas abandonnent l'Irian occidental à l'administration de l'ONU, et un plébiscite doit avoir lieu pour déterminer l'avenir du territoire.

L'Indonésie rejoint l'OPEP.

Le 15 août, les Hollandais conviennent de transférer l'Irian occidental aux Nations unies le 1er octobre. Les Nations unies doivent transférer l'Irian occidental à l'Indonésie, le 1er mai 1963. Des élections doivent décider du sort ultime du territoire.

1963 : Le 14 février, Sukarno déclare publiquement l'opposition de l'Indonésie à la création de la nouvelle Malaisie.

Le 1er mai, les Nations unies transfèrent le contrôle de l'Irian occidental à l'Indonésie.

Entre les 7 et 11 juin, poursuite des pourparlers entre la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines à Manille ; il en résulte l'accord de Manille : le futur du Sabah sera assuré par des moyens pacifiques ; chaque nation conserve sa propre souveraineté tant que les pourparlers sur la fédération continuent.

Le 9 juillet, la Malaisie et la Grande-Bretagne signent des accords définitifs à Londres pour une création effective de la nation de Malaisie fondée au 31 août. Sukarno est furieux.

L'Assemblée fait de Sukarno le Président à vie.

Le 16 septembre, création officielle de la Malaisie. Des émeutiers attaquent les ambassades britanniques et malaises à Jakarta. L'Indonésie rompt ses relations avec Kuala Lumpur. Le 17 septembre, la Malaisie rappelle ses ambassadeurs en Indonésie et aux Philippines. L'ambassade

indonésienne à Kuala Lumpur est attaquée. Une manifestation du PKI brûle l'ambassade britannique à Jakarta ainsi que quarante-huit résidences britanniques. Les propriétés britanniques en Indonésie – d'une valeur de 400 millions de dollars – sont nationalisées.

Le Président des Etats-Unis, LB Johnson, retire l'aide économique accordée à l'Indonésie ; toutefois, l'aide militaire secrète aux militaires indonésiens pro-américains se poursuit.

1964 : Le 25 janvier, un cessez-le feu entre en vigueur entre la Malaisie et l'Indonésie, après plusieurs voyages diplomatiques entrepris par Robert F. Kennedy.

Le 25 mars, Sukarno, lors d'un rassemblement public, dit à l'ambassadeur américain présent : « Allez au diable avec votre aide. »

Le 9 septembre, les raids indonésiens en Malaisie sont rapportés devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le 17 septembre, le Conseil de Sécurité des Nations unies vote à 9 contre 2 la condamnation des raids indonésiens, mais l'Union soviétique oppose son veto à la résolution.

En novembre, le PKI met en place un bureau secret pour coordonner l'infiltration des unités de l'armée.

Sukarno voyage en Chine pour des réunions secrètes.

En décembre, Chaerul Saleh affirme avoir la preuve que le PKI prévoit un coup d'Etat.

Le 4 décembre, des émeutiers attaquent et brûlent les bibliothèques du Service d'information des Etats-Unis (USIS) à Jakarta et Surabaya.

Le 17 décembre, le Badan Pendukung Sukarnoisme – un mouvement pour contrer l'influence du PKI sous l'égide des principes du Pancasila de Sukarno – est interdit par Sukarno sous prétexte qu'il s'agit en fait d'un « complot de la CIA ».

1965 : Le 1er janvier, la Malaisie obtient un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. Le 7 janvier, l'Indonésie quitte l'Organisation des Nations unies (ce sera effectif le 1er mars), pour protester contre l'admission de la Malaisie.

En février, les journaux anti-PKI sont fermés.

Le 3 février, l'Australie envoie des troupes de combat au Sarawak et au Sabah.

Le 24 avril, Sukarno ordonne que toutes les entreprises appartenant à des étrangers soient nationalisées.

Le 29 mai, Sukarno accuse des éléments de l'armée de comploter contre lui, avec l'aide de l'ambassade britannique (la lettre est généralement considérée comme étant un faux).

Le 19 juillet, le général Nasution fait un discours rejetant l'idée du PKI selon laquelle il faut « armer le peuple ».

Le 20 juillet, Sukarno déclare que si des raids britanniques se produisent sur le territoire indonésien, « Singapour sera détruit ».

En juillet, 2 000 partisans du PKI commencent à recevoir une formation militaire par les officiers de l'armée de l'Air, sur la base aérienne de Halim, près de Jakarta.

Le 30 juillet, une manifestation s'attaque au consulat américain de Medan.

Le 7 août, des manifestants occupent le consulat américain de Surabaya pendant cinq jours.

Sukarno rompt les liens de l'Indonésie avec le FMI, la Banque mondiale et Interpol.

Le 17 août, Sukarno fait un discours sur la place Merdeka (place de la Liberté), promouvant une alliance anti-impérialiste avec la Chine et d'autres régimes communistes d'Asie ; il somme l'armée de ne pas intervenir. Il déclare également qu'il prendra en considération l'idée du PKI d'« armer le peuple » et qu'il prendra la décision finale sur la question.

Le 25 septembre, Sukarno fait un discours indiquant que l'Indonésie entre dans la « deuxième phase de la révolution », laquelle sera la « mise en œuvre du socialisme ».

Le 30 septembre, les organisations du PKI, le Pemuda Rakyat et le Gerwani organisent des manifestations de masse contre l'inflation galopante à Jakarta.

Le 30 septembre, dans la soirée, le lieutenant-colonel Untung, chef du régiment Cakrabirawa (Garde présidentielle), se rassemblent à la base aérienne de Halim, et tentent de s'emparer de sept généraux de haut rang. Nasution s'échappe en sautant par-dessus le mur de sa maison ; sa jeune fille est abattue. Le général Ahmad Yani est tué dans sa maison. Trois autres généraux sont pris vivants et amenés à Halim, avec les corps des tués. Les captifs vivants restant sont assassinés et jetés dans un puits. Les soldats rebelles prennent la place Merdeka à Jakarta, les stations de radio et de télévision.

Le 1er octobre, le général Suharto s'assure de la fidélité de ses troupes, au moment où la radio annonce que le « Mouvement du 30 Septembre » est pro-Sukarno, anti-corruption et anti-américain.

Suharto annonce à la radio que six généraux sont morts, qu'il contrôle l'armée et qu'il va mettre un terme à la tentative de coup d'Etat et protéger Sukarno.

Le 5 octobre, funérailles publique, à Jakarta, pour les généraux morts.

Le 6 octobre, Sukarno se réunit avec son gouvernement à Bogor et fait une déclaration dénonçant la tentative de coup d'Etat.

Le 8 octobre, grande manifestation à Jakarta (plus de 100 000 personnes) qui exige la dissolution du PKI. Le siège du PKI à Jakarta est brûlé.

Le 16 octobre, Sukarno démet Omar Dhani de son poste de chef de l'armée de l'air. Suharto est nommé chef de l'armée de terre.

Le 18 octobre, près d'une centaine de communistes sont tués dans un affrontement avec des jeunes de l'Ansor. C'est le début du massacre général des partisans du PKI dans le Centre et l'Est de Java.

En décembre, 10 000 partisans du PKI sont arrêtés, plusieurs milliers sont tués. Les massacres anti-communistes sont terribles sur Bali. Le commandant de l'armée à Aceh annonce que la province est maintenant libre de communistes.

Les tribunaux militaires spéciaux commencent à organiser le procès des membres du PKI.

Le régime militaire de Suharto

C'est une ère nouvelle qui s'ouvre avec la mise à l'écart de Sukarno et l'installation au pouvoir du général Suharto. Celui-ci instaure un régime autoritaire qui se légitime d'emblée en faisant la chasse aux communistes, accusés d'avoir voulu, à la faveur des choix un peu erratiques de Sukarno, déclencher une révolution. La répression est très sévère et, pendant plus de trente ans, l'Indonésie va vivre dans le cadre d'un régime dictatorial, mais qui se veut, en même temps, modernisateur. Le trait le plus marquant de la période est le clair retournement de l'Indonésie en faveur du camp occidental, en un domaine où Sukarno avait constamment mené une politique incertaine visant à s'appuyer successivement sur l'un ou l'autre bloc, pour ne rien dire des illusions entretenues autour du poids réel des « non alignés ».

1966 : En janvier, des rafles de partisans PKI continuent et dégènèrent en violences spontanées dans de nombreux endroits.

Sukarno tient une réunion des conseillers économiques pour discuter de la nationalisation par décret présidentiel des propriétés de la compagnie pétrolière américaine. Suharto se rend à la réunion et indique que la nationalisation ne se produira pas.

Le 13 février, les tribunaux commencent à juger les personnes accusées d'implication dans le coup d'Etat du 30 septembre (presque 900 seront jugés par ces tribunaux spéciaux jusqu'en 1978).

Le 6 mars, Suharto avertit Sukarno de l'insatisfaction grandissante parmi le corps des officiers des forces armées indonésiennes.

Le 9 mars, des étudiants attaquent l'ambassade de Chine à Jakarta.

Sukarno fait savoir fermement à l'ABRI qu'il est toujours président.

Le 11 mars, Sukarno signe un document donnant de larges pouvoirs à Suharto qui interdit officiellement le lendemain le PKI.

Le 16 mars, Sukarno fait, en vain, une annonce disant qu'il a toujours pleine autorité en tant que chef de l'exécutif.

Le 27 mars, le nouveau gouvernement est annoncé ; il comprend Suharto, le sultan Hamengkubuwono IX de Yogyakarta qui coordonne la politique économique, et Adam Malik, nouveau ministre des Affaires étrangères.

En avril, purge des partisans de Sukarno au sein du PNI, et à l'Assemblée nationale.

Adam Malik se rend à New York et y annonce que l'Indonésie va rejoindre l'Organisation des Nations unies.

En mai, Adam Malik rencontre Tun Abdul Razak de la Malaisie, à Bangkok, et annonce que la « konfrontasi » avec la Malaisie a pris fin.

Le gouvernement japonais accorde à l'Indonésie une aide d'urgence.

En juillet, l'Indonésie commence le rééchelonnement de la dette. Réintégration au sein du FMI. Le 3 octobre, Suharto annonce de larges réformes économiques libérales.

1967 : En février, les propriétés britanniques et américaines sont restituées à leurs propriétaires.

Le 12 mars, l'assemblée, présidée par le général Nasution, reçoit un rapport d'une commission sur le rôle de Sukarno dans les événements du 30 septembre 1965. L'Assemblée retire tout pouvoir à Sukarno et nomme Suharto président par intérim.

L'Indonésie rompt ses relations diplomatiques avec la Chine.

En août, Suharto met toutes les forces armées sous son contrôle.

Le 8 août, création de l'ASEAN, l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (équivalent de l'OTAN pour l'Asie). Les membres fondateurs sont l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, les Philippines et la Thaïlande.

1968 : Le ministre des Affaires étrangères, Adam Malik, dit que l'Indonésie aura une politique étrangère indépendante et une politique d'amitié envers les Etats-Unis.

Le 21 mars, Suharto remporte l'élection présidentielle à l'Assemblée.

En septembre, premiers prêts de la Banque mondiale à l'Indonésie.

1969 : En avril, 80 000 Chinois de souche perdent leur nationalité indonésienne.

Le président des Etats-Unis, Richard Nixon, visite Jakarta.

Entre le 15 juillet et le 2 août, les Conseils de village en Irian Jaya, sous la pression de forces spéciales « Opsus » dans la région, votent en faveur de l'intégration à l'Indonésie. Le nombre de suffrages exprimés est de 1 022.

Le 17 septembre, l'Irian Jaya devient formellement une province indonésienne.

Freeport-McMoRan construit une route de près de cent kilomètres, partant de la côte de l'Irian Jaya vers la zone d'exploitation minière (cuivre) à l'intérieur des terres.

1970 : En janvier, Suharto est en visite à Washington.

Le 21 juin, Sukarno meurt à Bogor.

A partir des années soixante-dix, le gouvernement de l'Ordre nouveau (Orde baru, par opposition à l'Orde Lama, l'ordre ancien de Sukarno) commence une forte propagande en faveur des programmes de planification familiale.

1972 : En juin, un temps très sec et l'inaction du gouvernement conduisent à des pénuries de riz sur Java. Les prix mondiaux du riz augmentent car le gouvernement indonésien est obligé d'importer du riz. C'est le début de la « crise du riz ».

1973 : En octobre, Suharto, sous la pression du FMI, fait passer un décret stipulant que tous les prêts internationaux aux entreprises publiques doivent être approuvés par la Banque d'Indonésie et le ministre des Finances.

La « crise du riz » (de 1972 et 1973) plonge de nombreux Indonésiens dans une situation difficile.

Après 1973, et jusqu'à la fin de la présidence de Suharto, il n'y a que trois partis politiques autorisés en Indonésie : le Golkar, qui a un statut spécial et le soutien du gouvernement, le PPP qui est sensé représenter les intérêts musulmans et le PDI, qui combine les restes du PNI de Sukarno et les petits partis chrétiens.

1975 : En décembre, l'Indonésie lance une invasion du Timor oriental et installe un nouveau gouvernement à Dili. Mais, le 12 décembre, l'assemblée générale des Nations unies demande à l'Indonésie de se retirer du Timor oriental.

1976 : En février, les dirigeants de l'ASEAN se réunissent à Bali.

Le 17 août, Palapa A, le premier satellite de communications indonésien, est lancé.

1977 : En décembre, libération de nombreux prisonniers des événements de 1965.

1978 : Le 22 mars, Suharto est élu par l'Assemblée (MPR) pour un troisième mandat.

1981 : Le 28 mars, des musulmans radicaux détournent le vol 206 de la compagnie nationale Garuda reliant Palembang à Medan. L'avion, un DC-9, est pris d'assaut par les forces spéciales indonésiennes (les Kopassandha, qui deviendront plus tard les Kopassus) conjointement avec les commandos de l'armée de l'air thaïlandaise, à Bangkok ; il y a sept tués au total, aucun parmi les passagers.

1982 : Le 4 mai, le Golkar remporte 2/3 des voix aux élections. Le PPP remporte la majorité des voix à Jakarta. Le Golkar n'atteint pas la majorité des voix dans la province d'Aceh.

1983 : Le 23 mars, un cessez-le-feu est signé entre le gouvernement indonésien et les représentants du Fretilin (les guérilleros du Timor oriental hostiles à l'annexion de 1975), mais il ne dure que quelques mois.

En mars, Suharto est élu par l'Assemblée (MPR) pour un quatrième mandat en tant que président.

1984 : Entre le 8 et le 10 septembre, un différend entre une mosquée locale dans le quartier de Tanjung Priok de Jakarta et des agents de sécurité envoyés pour enquêter sur des tracts anti-gouvernement conduit à des violences et des arrestations. Le 12 septembre, une manifestation à Tanjung Priok exigeant la libération des militants arrêtés est la proie de tir de l'armée ; il y a soixante-trois tués. Des émeutes générales éclatent dans la région. On compte des centaines d'arrestations.

Le 4 octobre, des attentats tuent deux personnes à Jakarta. Des attentats sont perpétrés dans des églises le 24 décembre dans l'Est de Java.

1985 : Le 21 janvier, des musulmans radicaux font exploser des bombes à Borobudur.

1986 : Le 10 avril, Sydney Morning Herald publie un article sur la corruption du clan Suharto.

En octobre, un rapport la Banque mondiale critique les campagnes de « Transmigrasi » (transmigration) du gouvernement.

1987 : Le 23 avril, le Golkar rafle 3/4 des voix aux élections.

1988 : Le 10 mars, Suharto est élu par l'Assemblée (MPR) pour un cinquième mandat en tant que président.

Le 27 octobre, la déréglementation bancaire est engagée ; les banques sont autorisées à ouvrir des succursales à l'extérieur des villes. Les marchés de capitaux et les investissements étrangers sont partiellement déréglementés.

Le 21 novembre, les contrôles à l'importation sont assouplis ; la navigation et le commerce sont partiellement déréglementés. L'économie entame une croissance rapide.

1989 : Affrontement entre des militants islamistes et des militaires à Bima.

En septembre, Suharto se rend en visite à Moscou.

Le 12 octobre, le pape visite le Timor oriental ; émeutes à Dili.

1990 : L'Indonésie et la Chine rétablissent leurs relations diplomatiques.

Le 11 novembre, le président Suharto part pour un voyage de deux semaines au Japon, en Chine et au Vietnam.

1991 : Le 23 janvier, Siti Hardiyanti Rukmana (dite « Tutut »), fille de Suharto, fonde le réseau de télévision TPI.

Le 12 novembre, troubles au Timor oriental ; des soldats tirent sur des manifestants à Dili, il y a plus de 200 morts.

1992 : En avril, Suharto met fin au consortium d'aide étrangère (IGGI) ; il dit en particulier aux Hollandais, d' « aller en enfer » avec leur aide. En juin, le Golkar remporte 70 % des voix aux élections. En septembre, l'Indonésie prend la présidence du Mouvement des non-alignés pour trois ans.

1993 : En mars, Suharto est élu par l'Assemblée pour un sixième mandat.

1994 : En novembre, l'Indonésie préside l'APEC pour 1994 et organise une conférence au sommet à Bogor.

1995 : Le 10 avril, l'Indonésie annonce qu'elle va augmenter les patrouilles aériennes autour des champs de gaz naturel de Natuna (mer de Chine méridionale), en réponse à une éventuelle expansion des revendications chinoises dans la région.

1996 : En novembre, l'évêque Belo du Timor oriental et José Ramos-Horta, un défenseur du Fretilin à l'étranger, se voient décerner le prix Nobel de la paix.

1997 : Des violences ethniques éclatent à Kalimantan-Ouest entre les Dayaks (animistes ou chrétiens) et les colons madurais (musulmans) ; il y a près d'un millier de tués. En mai, le Golkar obtient 74 % des voix aux élections.

En juillet, la crise financière en Thaïlande ouvre une période de troubles économiques à travers l'Asie. La roupie indonésienne commence à chuter avec d'autres monnaies régionales. Le gouvernement indonésien appelle le Fonds monétaire international à l'aide. En novembre, le FMI approuve un prêt pour l'Indonésie qui nécessite qu'elle réforme son économie, mette fin à de nombreuses subventions étatiques et réduise le népotisme.

En décembre, des rumeurs persistent selon lesquelles le président Suharto serait malade.

1998 : En janvier, Camdessus, directeur du FMI, se rend à Jakarta pour obtenir de Suharto la signature d'une nouvelle lettre d'intention à remplir les obligations du FMI.

Presque toutes les entreprises indonésiennes qui ont emprunté auprès des banques étrangères sont maintenant techniquement en faillite.

24 janvier, des émeutes commencent à éclater dans l'Est de Java, à cause de la hausse des prix des denrées alimentaires.

12 février, émeutes dans plusieurs villes de l'Ouest de Java.

14 février, émeutes sur Lombok. La violence continue dans les villes de Java-Ouest.

Suharto envisage un plan afin de stabiliser la roupie. En mars, il est réélu par l'Assemblée pour un autre mandat de cinq ans. De grandes manifestations étudiantes ont lieu à travers Java et dans Ujung Pandang.

Les protestations continuent en avril sur les campus universitaires à travers l'Indonésie.

Des protestations à Medan conduisent à des émeutes, des pillages et des incendies.

Un chemin incertain vers la démocratie

Les années qui suivent immédiatement la chute de Suharto correspondent à une longue période d'incertitude, marquée par les hésitations du nouveau pouvoir, confronté à la fronde généralisée d'une population lasse d'un demi-siècle de régime autoritaire. Il faut contenir les diverses forces centrifuges qui mettent en cause l'unité d'une Indonésie toujours confrontée aux revendications des musulmans d'Aceh, des Moluquois ou des indigènes papous de l'Irian Jaya. Le référendum organisé au Timor oriental annexé par l'Indonésie à la faveur de la révolution portugaise de 1974-1975, aboutit, sous le contrôle de l'ONU, à l'indépendance de la province, ce qui suscite des revendications d'autodétermination dans certaines régions indonésiennes. Désavoué par le Parlement, le président Wahid doit finalement céder la place à Megawati Sukarnoputri qui accède, en juillet 2001, à la présidence de l'Indonésie.

1998 : En mai, les protestations étudiantes se propagent à travers le pays.

Le 12 mai, six étudiants sont tués lors d'une manifestation à l'Université Trisakti à Jakarta. Plusieurs jours de graves émeutes et de pillages font plus de 500 morts dans la capitale. Suharto quitte avant la date prévue la réunion du G-15 (pays en voie de développement) au Caire. Les Chinois de souche commencent à quitter le pays.

Le 19 mai, Suharto apparaît à la télévision, déclare qu'il ne démissionnera pas, mais que de nouvelles élections seront tenues bientôt et qu'il ne se représentera pas.

Le 20 mai, 500 000 personnes manifestent dans la capitale, de grandes manifestations ont également lieu à Surakarta, Medan et Bandung.

Onze ministres démissionnent.

Le 21 mai, Suharto annonce sa démission à 9 heures. Le vice-président BJ Habibie devient le nouveau Président de l'Indonésie.

Le 22 mai, Habibie annonce un nouveau « gouvernement de réforme ».

Le 16 juin, le procureur général Soedjono Atmonegoro présente un rapport au président Habibie sur la corruption répandue dans le « Yayasan » ou « Fondations » organisé par le président Suharto et sa famille. Il est démis de ses fonctions par le président Habibie cinq heures plus tard.

En juillet, les partisans d'Habibie prennent du poids au sein de la direction du Golkar. Suharto est renvoyé du parti.

Le 5 août, le gouvernement fait une offre d'« autonomie à grande échelle » au Timor oriental.

Le 15 août, le président Habibie présente ses excuses au nom du gouvernement pour les violations aux droits de l'homme.

Le 14 novembre, Habibie ordonne à l'armée de prendre des mesures énergiques contre les manifestants.

Le 13 décembre, le général Wiranto annonce un plan pour former des civils à agir en tant qu'auxiliaires de l'ABRI dans la lutte contre des troubles intérieurs.

1999 : Le 1er janvier, émeutes et troubles à Bandung et dans d'autres villes lors des célébrations du Nouvel An.

A partir de janvier, les violences entre les factions au Timor oriental s'accroissent.

Le 24 février, l'Australie annonce la réouverture de son consulat au Timor oriental.

Le gouvernement annonce que Xanana Gusmao sera libéré de son assignation à résidence.

L'ONU annonce un plan pour la tenue d'un référendum sur l'autonomie au Timor oriental.

Le 12 avril, début du procès de Tommy Suharto pour corruption.

Le 21 avril, un accord de paix est signé entre représentants pro-indépendance et pro-Indonésie au Timor oriental.

Le 23 avril, Habibie préside une conférence durant laquelle il suggère que les Moluques soient divisées en deux provinces et l'Irian Jaya en trois provinces avant les élections de juin.

Le 5 mai, les représentants indonésiens et portugais signent un accord à New York selon lequel le Timor oriental sera autorisé à voter soit pour l'autonomie au sein de l'Indonésie, soit pour l'indépendance.

Le 14 mai, le Golkar annonce que Habibie est son candidat officiel à la présidence.

Le 28 mai, huit partis islamiques signent un accord pour les élections.

Le 7 juin, vote pour 462 des 500 sièges à l'Assemblée.

Le 12 juin, 25 % des bulletins de vote du 7 juin ont été comptés.

Le 21 juin, le KPU annonce que la publication finale des votes est reportée au début de juillet.

Le 1er juillet, le gouvernement dit qu'il va poursuivre le constructeur PT Timor Putra Nasional (détenu par Tommy Suharto).

Le 4 juillet, des miliciens pro-Indonésiens attaquent des agents de l'ONU à Liquiça, au Timor oriental.

Le 15 juillet, les résultats officiels des élections sont enfin proclamés.

Le 14 août, la campagne pour le référendum du 30 août sur l'indépendance du Timor oriental commence.

Le 30 août, vote au Timor oriental. Le 4 septembre, les fonctionnaires des Nations unies annoncent que le référendum au Timor oriental a abouti à un vote de 78 % en faveur de l'indépendance, avec un taux de participation de plus de 99 %.

Le 7 septembre, des pillages, des incendies et des émeutes ont lieu au Timor oriental. Les installations de la MINUTO à Baucau sont attaquées par des émeutiers pro-Indonésie et la plupart du personnel de l'ONU est évacué. La loi martiale est déclarée, dans un communiqué conjoint, par le général Wiranto, Habibie et plusieurs ministres.

Le 14 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU autorise la force pour le maintien de la paix au Timor oriental. Le 16 septembre, l'Indonésie annule l'accord de sécurité existant avec l'Australie.

Le 18 septembre, Xanana Gusmao quitte Jakarta pour Darwin, en Australie.

Le 21 septembre, Habibie lève l'état d'urgence militaire au Timor oriental.

Le 6 octobre, Akbar Tandjung du Golkar est choisi pour être le président de l'Assemblée (DPR).

Le 7 octobre, le PAN et le Partai Keadilan apportent leur soutien à Gus Dur pour le poste de président du pays.

Le 10 octobre, des troupes australiennes de l'Interfet tuent un policier indonésien lors d'une escarmouche à la frontière du Timor oriental.

Le 20 octobre, Abdurrahman Wahid (Gus Dur) est élu Président et annonce le 26 un nouveau gouvernement.

Le 31 octobre, les dernières forces indonésiennes quittent le Timor oriental.

Le 8 novembre, rassemblement d'une centaine de milliers de personnes à Banda Aceh en faveur d'un référendum pacifique pour décider de l'avenir de la province d'Aceh.

Le FMI annonce qu'il va rouvrir les discussions d'aide financière avec le gouvernement indonésien.

Le 15 novembre, le président Wahid visite Tokyo, obtient des assurances sur une aide financière du gouvernement japonais.

La Banque mondiale exprime sa préoccupation par rapport au budget de l'Indonésie.

Le 16 novembre, le président Wahid annonce qu'un référendum pour Aceh est possible. Mais le porte-parole de l'armée, le major-général Sudrajat, dit que l'indépendance d'Aceh est hors de question.

Le 22 novembre, le président Wahid commence un voyage de cinq jours au Koweït, au Qatar et en Jordanie.

Le 1er décembre, le président Wahid commence une visite d'Etat en Chine ; un communiqué de presse indique que les mesures administratives anti-sino-indonésiennes seront levées.

Le 8 décembre, le président Wahid annonce qu'il ne tolérera aucun mouvement appelant à l'indépendance complète d'Aceh.

Le 31 décembre, le président Wahid visite Jayapura (Irian Jaya) et présente ses excuses pour les actions militaires excessives dans la province, mais exclut tout mouvement pour l'indépendance. La province d'Irian Jaya est officiellement rebaptisée « Papouasie ».

2000 : Le 31 mars, les avocats de l'ex-président Suharto annoncent que leur client est trop malade pour répondre à une convocation du procureur général.

Le 19 août, l'Assemblée permet à l'armée de conserver 38 sièges jusqu'en 2009.

Le 4 décembre, s'appuyant sur un référendum dans son territoire, le gouverneur d'Aceh annonce l'imposition de la loi islamique à Aceh.

Le 5 décembre, le gouvernement affirme que la politique de transmigration entre les provinces a cessé à partir d'août 2000.

2001 : Le 22 février, le président Wahid part à l'étranger pour des visites diplomatiques et le Hajj (pèlerinage à la Mecque).

Le 24 avril, l'équipe de négociation du FMI quitte Jakarta sans parvenir à un accord avec le gouvernement concernant le traitement du déficit budgétaire.

Le 12 juin, le président Wahid remanie son gouvernement.

Le 13 juin, le représentant du FMI à Jakarta exhorte le gouvernement à finaliser le budget 2001 dès que possible.

Le 29 juin, le Japon reporte le paiement sur une partie significative de la dette de l'Indonésie à son égard.

Le 9 juillet, le président Wahid fait une déclaration disant que si l'Assemblée ne parvient pas à un compromis avec lui au 20 juillet, il va imposer l'état d'urgence, suspendre l'Assemblée et appeler à des élections spéciales.

Le 19 juillet, l'Assemblée adopte un projet de loi donnant plus d'autonomie à Aceh, y compris une plus grande part des revenus du pétrole et du gaz pour les huit prochaines années.

Le 20 juillet, l'Assemblée se réunit pour préparer l'ouverture de la session extraordinaire. Le 23 juillet, Wahid émet un décret d'urgence, suspend l'Assemblée et toutes les activités du Golkar et appelle à des élections générales d'ici un an. L'armée et la police ignorent le décret et six ministres démissionnent.

Le 23 juillet, l'Assemblée vote à 591 voix pour et zéro contre, le retrait des pouvoirs au président Wahid. Megawati Sukarnoputri est instaurée cinquième Présidente de l'Indonésie.

2001-2004 : une transition difficile

Avec sa nouvelle présidente, l'Indonésie s'achemine laborieusement vers l'instauration d'un régime de démocratie parlementaire sur le modèle occidental ; il faut toutefois compter avec l'héritage du passé – ce qui conduit à dénoncer les scandales de corruption liés au régime Suharto –, mais aussi avec une opposition musulmane qui se radicalise, au point que l'Indonésie se trouve, notamment lors de l'attentat de Bali, en première ligne face au terrorisme islamiste. La présidente reconnaît les erreurs et les injustices commises auparavant vis-à-vis des minorités. Sur le plan international, elle travaille à l'intégration de l'Indonésie dans l'ensemble Asie-Pacifique en train de monter en puissance. A l'issue de trois années incertaines, elle doit laisser la place, lors des élections présidentielles de 2004, à Susilo Bambang Yudhoyono.

2001 : Le 26 juillet, Abdurrahman Wahid part pour Baltimore (Etats-Unis) pour un traitement médical.

Le 1er août, des bombes explosent à Jakarta, au centre commercial de l'Atrium Senen.

Le 9 août, la présidente Megawati annonce son nouveau gouvernement (« Gotong Royong » ou gouvernement de « coopération mutuelle »).

Le 10 août, Siti Hardiyanti Rukmana (« Tutut »), fille de l'ancien président Suharto, est interrogée par la police pendant cinq heures au sujet de la disparition de son frère Tommy.

Le 13 août, Ari Sigit Harjodjudanto, petit-fils de l'ancien président Suharto, est arrêté.

Le 17 août, le président Megawati présente des excuses aux habitants d'Aceh et de Papouasie occidentale pour les violations des droits humains.

Le 27 août, un petit groupe de fondamentalistes islamiques manifeste contre le président Megawati à Jakarta, affirmant qu'une femme ne doit pas être président.

Le 6 septembre, le recteur de l'université Syiah Kuala de Banda Aceh est assassiné.

Le 7 septembre, le président Megawati présente le budget 2002 à l'Assemblée.

Le 9 septembre, le Partai Demokrat est créé par des partisans de Susilo Bambang Yudhoyono.

Le 18 septembre, le président Megawati arrive à Washington pour une visite d'Etat. Megawati condamne les attaques terroristes du 11 septembre. Les Etats-Unis et l'Indonésie sont d'accord pour rétablir certains liens militaires annulés du fait de la crise au Timor oriental.

Le 13 octobre, le vice-président Hamzah Haz critique les actions américaines en Afghanistan.

Le 19 octobre, des militants islamistes manifestent à nouveau devant l'ambassade américaine, mais Hamzah Haz demande un arrêt des manifestations et des appels au boycott contre les Etats-Unis

Le 20 octobre, lors de la réunion de l'APEC à Shanghai, les pays membres passent une résolution contre le terrorisme ; l'Indonésie appuie la résolution.

Le 31 octobre, une commission de l'Assemblée parvient à un accord pour des changements constitutionnels, dont ceux permettant l'élection directe du président et du vice-président.

Le 7 novembre, le Premier ministre chinois Zhu Rongji visite Jakarta.

Le 8 novembre, les pays membres du Groupe consultatif sur l'Indonésie approuvent un prêt de 3,14 milliards de dollars pour couvrir le déficit budgétaire du gouvernement indonésien pour 2002.

Le 11 novembre, Theys Eluay, chef du mouvement pour l'indépendance de la Papouasie, est retrouvé mort dans une ville à l'est de Jayapura. Le corps a été retrouvé dans un véhicule accidenté avec des plaques d'immatriculation de la police, et il recèle des traces de coups. Des émeutes éclatent autour de Jayapura. Le lendemain, la TNI (les forces armées indonésiennes) à Jakarta, nient que l'armée a été impliquée dans le meurtre de Theys Eluay.

Le 26 novembre, un rapport publié à l'issue d'une réunion entre les membres de l'Assemblée et le ministre des Finances Boediono, affirme que 40 % des fonds destinés aux gouvernements locaux sont détournés. Le vice-président Hamzah Haz demande une enquête le lendemain.

Le 28 novembre, les combattants du Laskar Jihad brûlent quatre villages chrétiens près de Poso (Célèbes).

Le 28 novembre, Tommy Suharto (Hutomo Mandala Putra) est retrouvé et arrêté par la police à Tangerang.

Le 12 décembre, le porte-parole de l'armée annonce que les camps de militants islamistes extrémistes sur Célèbes ont eu des liens avec le réseau international Al-Qaïda.

2002 : Le 17 janvier, le gouvernement augmente le prix du pétrole de 22 % ; les prix futurs seront ajustés en fonction des prix du marché international.

Le 18 février, le président Megawati fait du Nouvel An chinois une fête nationale.

Le 20 mars, procès de Tommy Suharto à Jakarta.

Le 24 mars, le président Megawati fait une visite d'Etat en Chine, en Corée du Nord et en Inde. Sur place, elle critique les actions israéliennes dans les territoires palestiniens. La Chine offre 400 millions de dollars de prêt.

Le 27 mai, la réunion des Nations unies sur l'environnement s'ouvre à Bali, avec plus de 6 000 délégués.

Le 26 juillet, Tommy Suharto est condamné à 15 ans de prison pour assassinat.

Le 12 octobre, un attentat islamiste perpétré à Bali tue 202 personnes dont 88 Australiens.

Le 19 octobre, le président Megawati signe deux nouveaux décrets anti-terroristes, donnant à la police la possibilité de détenir des suspects de terrorisme pendant six mois sans procès et autorisant la peine de mort pour les actes terroristes. Le 28 octobre, le président Megawati fait une visite surprise à Bali sur le chemin de retour d'une conférence de l'APEC au Mexique ; elle se rend au chevet des blessés et sur le site des attentats.

Le 3 novembre, le sommet annuel de l'ASEAN se tient à Phnom Penh, au Cambodge, sous haute sécurité. Les dirigeants participant au sommet conviennent de prendre des actions communes contre les groupes terroristes régionaux.

Le 28 décembre, des observateurs commencent à surveiller le processus de paix à Aceh. Les équipes sont composées de représentants de l'armée indonésienne, du GAM et d'observateurs militaires de la Thaïlande et des Philippines.

2003 : Le 9 février, 50 000 personnes assistent à une manifestation organisée par le Partai Keadilan (PK) contre une éventuelle guerre en Irak.

Le 4 mars, institution du tribunal islamique pour les affaires pénales à Aceh.

Le 5 août, un attentat-suicide devant l'hôtel Marriott à Jakarta tue dix personnes.

Le 6 octobre, l'ASEAN, les dirigeants chinois, indiens et japonais se rencontrent à Bali pour discuter de la formation d'une communauté économique asiatique.

2004 : Le 5 avril, lors des élections législatives, le Golkar remporte le plus grand nombre de sièges (21,6 %), suivi par le PDI-P de Megawati (18,5 %).

Le 20 avril, Wiranto devient le candidat officiel du Golkar pour les présidentielles.

Le 5 juillet, Susilo Bambang Yudhoyono arrive en tête avec 33 % de suffrages au premier tour de l'élection présidentielle.

Le 20 septembre, Susilo Bambang Yudhoyono gagne, avec près de 61 % des voix au deuxième tour de l'élection présidentielle. Il devient, le 20 octobre, Président de la république d'Indonésie.

L'Indonésie face aux défis du XXIe siècle

Les premières années du XXI^e siècle voient le poids de l'Indonésie s'affirmer dans les affaires asiatiques, et la réunion, à Jakarta, du sommet de l'ASEAN en 2011, puis celle du sommet de l'APEC à Bali en 2013 traduisent bien la place qu'ont su, une soixantaine d'années après leur indépendance, occuper les anciennes Indes néerlandaises dans l'espace Asie-Pacifique. En octobre 2014, l'élection à la présidence de Joko Widodo témoigne d'une alternance pacifiée qui semble de bon augure pour l'avenir.

2004 : En décembre, plus de 220 000 personnes sont mortes ou portées disparues en Indonésie après un tsunami causé par un puissant séisme sous-marin au large de Sumatra. Les vagues meurtrières atteignent la Thaïlande, l'Inde, le Sri Lanka et la Somalie.

2005 : En août, le gouvernement et les séparatistes du mouvement Aceh libre (GAM) signent un accord de paix prévoyant le désarmement des rebelles et le retrait des soldats gouvernementaux de la province. Les rebelles commencent la remise des armes en septembre ; le gouvernement retire ses troupes en décembre.

En octobre, trois attentats suicides sur l'île touristique de Bali tuent vingt-trois personnes, y compris les assaillants.

2006 : En janvier, un rapport du Timor oriental accuse l'Indonésie d'atrocités durant ses vingt-quatre ans d'occupation, qui auraient entraîné la mort de plus de 100 000 personnes. En février-mars, manifestations meurtrières dans la mine d'or et de cuivre de Grasberg, dans la province de Papouasie. En décembre, les premières élections directes ont lieu dans la province d'Aceh ; conséquence bénéfique de l'accord de paix d'août 2005. L'ancien chef rebelle séparatiste Irwandi Yusuf est élu gouverneur.

2007 : En août, le groupe islamiste Hizb ut-Tahrir organise une conférence internationale à Jakarta appelant à la création d'un Etat islamique (Califat) pour le monde musulman.

2008 : En janvier, l'ancien président Suharto meurt. En juillet, le rapport final conjoint (Indonésie-Timor) de la commission Vérité accuse l'Indonésie de violations des droits de l'homme en 1999 et l'exhorte à présenter des excuses. Le président Yudhoyono exprime ses « profonds regrets », mais ne formule aucune excuse.

En novembre, trois militants islamistes condamnés pour les attentats de 2002 à Bali sont exécutés.

2009 : Le Parlement, la plus corrompue des institutions gouvernementales de l'Indonésie, adopte une loi qui affaiblit la Commission d'éradication de corruption.

En février, le secrétaire d'Etat américain Hillary Clinton dit que l'Indonésie aura un rôle essentiel dans la politique étrangère de la nouvelle administration Obama.

En avril, le Partai Demokrat (Parti démocrate) du président Yudhoyono augmente son nombre de voix aux élections parlementaires, ce qui en fait le parti le plus fort à même de former une coalition viable.

Le 8 juillet, le président sortant Susilo Bambang Yudhoyono remporte l'élection présidentielle indonésienne. Il est réélu.

Le 17 juillet, la Jemaah Islamiyah commet deux attentats à la bombe dans les hôtels JW Marriott et Ritz-Carlton de Jakarta ; il y a neuf tués et de nombreux blessés.

2010 : En février-mars, plusieurs militants islamistes sont arrêtés dans une série de raids policiers sur les camps d'entraînement de groupes liés à la Jemaah Islamiyah (JI) dans la province d'Aceh. Quatorze hommes sont accusés d'avoir comploté pour lancer des attaques terroristes. En mars, la police, au cours d'un raid dans un cybercafé de Jakarta, abat Dulmatin, un membre dirigeant de la Jemaah Islamiyah et le dernier principal suspect des attentats de Bali de 2002.

Le 25 octobre, le volcan Merapi entre en éruption. Plus de 350 000 personnes sont évacuées, 353 personnes sont tuées. Le temple de Borobudur est couvert de cendres volcaniques.

En novembre, visite du président américain Barack Obama. Il loue l'Indonésie comme l'exemple même d'un pays en développement ancré dans la démocratie et fort de ses diversités.

2011 : Le 7 mai, Jakarta reçoit le 18e Sommet de l'ASEAN ; début de la présidence indonésienne.

En décembre, des problèmes de salaires insuffisants déclenchent trois mois de grève des 8 000 travailleurs de la mine de cuivre et d'or appartenant à la société américaine Freeport-McMoRan dans la province de Papouasie.

2012 : Mise en place du nouveau système d'alerte et d'interventions d'urgence pour les tremblements de terre et les tsunamis.

2013 : Entre le 5 et le 7 octobre, l'Indonésie accueille le sommet de l'APEC 2013 à Bali.

2014 : En janvier, le Brésil et les Pays-Bas rappellent leurs ambassadeurs d'Indonésie après l'exécution par un peloton de deux de leurs citoyens pour trafic de drogue.

Le 9 avril, l'Indonésie tient ses élections législatives ; le PDI-P est en tête, suivi de près par le Golkar et le Gerindra.

Le 9 juillet, Joko Widodo, dit « Jokowi », est annoncé vainqueur aux élections présidentielles, face à l'ancien général Prabowo Subianto (gendre de Suharto) ; cependant, les deux côtés revendiquent la victoire. Le 22 juillet, la Commission électorale indonésienne déclare Joko Widodo officiellement vainqueur avec 53,15 % des voix ; son rival, Prabowo Subianto, obtient 46,85 %.

Le 20 octobre, Joko Widodo et Jusuf Kalla (vice-président) prêtent serment pour la période de 2014 à 2019 au cours d'une session plénière de l'Assemblée consultative du peuple (MPR). Des milliers de personnes participent à la cérémonie d'inauguration et à la parade le long des avenues Sudirman et Thamrin.

Au cours de son discours inaugural, le président Widodo met fortement l'accent sur la relance de la politique maritime de l'Indonésie.

Le 28 décembre, le vol AirAsia 8501, sur son chemin entre Surabaya et Singapour, s'écrase en mer de Java, au large des côtes de Pangkalan Bun (Kalimantan central), tuant les 155 passagers et ses sept membres d'équipage.

2015 : Le ralentissement de l'activité mondiale et la chute des cours des matières premières ont réduit le taux de croissance et contribué à creuser les inégalités. Adeptes des recettes libérales le président Widodo espère faire de son pays un carrefour entre les deux pôles de développement indien et chinois, en renouant notamment avec la vocation maritime de l'archipel. Il met en œuvre un ambitieux programme de création d'infrastructures et d'animation économique des régions périphériques de l'archipel, longtemps défavorisées par rapport à Java. Sa réputation de démocrate et de libéral a été écornée par son refus de gracier treize étrangers condamnés à mort pour trafic de drogue.

2016 : La situation de l'économie mondiale a empêché l'Indonésie d'atteindre les 7 % de croissance espérés par son président. Le pays n'a connu en effet qu'une croissance de 5 %, assurée pour l'essentiel par les progrès de la consommation intérieure et par les investissements publics. Le gouvernement cherche à attirer les investisseurs chinois, qui peuvent contribuer au développement des infrastructures (routes, ports, chemins de fer). Sur le plan intérieur on constate la radicalisation d'une part non négligeable de la communauté musulmane, très largement majoritaire (85 % des 260 millions d'habitants). Cette radicalisation s'est manifestée lors de la campagne engagée contre Basuki Tjahaja Purnama, un gouverneur chrétien d'origine chinoise accusé de blasphème pour s'en être pris à un verset du Coran. On constate ainsi, après les séquences nationalistes « laïques » correspondant aux régimes de Soekarno et de Suharto, une réislamisation qui se manifeste, notamment dans les classes moyennes, par le respect grandissant du jeûne du Ramadan et par la généralisation du port du voile.

2017 : Cible d'une campagne lancée par les islamistes le gouverneur Basuki Purnama a été battu en avril lors des élections locales qui devaient lui permettre d'obtenir un second mandat et il a même été condamné à deux ans de prison pour « blasphème ». L'intéressé avait pourtant un bilan gestionnaire positif et cette condamnation a vivement inquiété la minorité chrétienne.

Première puissance économique du Sud-est asiatique - avec un PIB de 850 milliards d'euros selon le FMI - l'Indonésie doit toutefois compter avec le relatif ralentissement de la croissance chinoise, l'Empire du Milieu important moins de pétrole et de gaz, des ressources qui représentent la moitié des exportations indonésiennes. L'essor continu de la consommation intérieure, portée par la rapide croissance d'une classe moyenne dynamique, compense cependant ce ralentissement. La modernisation des infrastructures et la lutte contre la corruption demeurent toutefois des points de passage obligés pour que le pays soit en mesure de développer dans l'avenir ses riches potentialités économiques et géopolitiques.

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés